
Résultats 2017

Revue opérationnelle
Revue financière
Etats financiers consolidés
Comptes sociaux de la société mère Worldline SA

AVERTISSEMENTS

Les comptes consolidés et sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de Worldline ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19 février 2018. Ces comptes ont été audités.

Le présent document contient des informations de nature prévisionnelle auxquelles sont associés des risques et des incertitudes, y compris les informations incluses ou incorporées par référence, concernant la croissance et la rentabilité du Groupe dans le futur qui peuvent impliquer que les résultats attendus diffèrent significativement de ceux indiqués dans les informations de nature prévisionnelle. Ces risques et incertitudes sont liés à des facteurs que les sociétés ne peuvent ni contrôler, ni estimer de façon précise, tels que les conditions de marché futures ou le comportement d'autres acteurs sur le marché. Les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document constituent des anticipations sur une situation future et doivent être considérés comme tels. Ces déclarations peuvent se référer aux plans, objectifs et stratégies d'Worldline, de même qu'à des événements futurs, des revenus à venir ou encore des synergies ou des résultats qui ne constituent pas une information factuelle à caractère historique. La suite des événements ou les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont décrits dans le Document de Référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 28 avril 2017 sous le numéro d'enregistrement R.17-032 et de son Actualisation déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 3 août 2017 sous le numéro d'enregistrement D.17-0407-A01. Worldline ne prend aucun engagement et n'assume aucune responsabilité s'agissant de la mise à jour de l'information contenue dans ce document au-delà de ce qui est prescrit par la réglementation en vigueur.

E.1 REVUE OPERATIONNELLE

E.1.1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Acquisition de First Data Baltics

Worldline a annoncé le 27 septembre 2017 la finalisation de l'acquisition de 100% du capital des filiales de First Data en Lituanie, Lettonie et Estonie (ensemble « First Data Baltics » ou « FDB ») pour environ 72 millions d'euros. La transaction a été financée par la trésorerie existante.

Ayant enregistré un chiffre d'affaires de l'ordre de 23 millions d'euros en 2016 et présentant un profil financier solide, avec une marge OMDA matériellement supérieure à celle de Worldline, FDB emploie environ 200 personnes et est leader, dans la région baltique, dans le traitement des transactions financières, fournissant aux principales banques baltes, ainsi qu'à certaines banques de la région nordique, une large gamme de services externalisés.

Par cette acquisition, Worldline obtient une position unique de leader dans les pays baltes en forte croissance et d'importantes perspectives de développement dans ces pays (n°1 en Lettonie et Lituanie, n°2 en Estonie) en raison de la croissance structurelle des paiements électroniques sur ces marchés. De multiples leviers de synergies avec le portefeuille d'offres de Worldline ont été identifiés, permettant ainsi d'accélérer la croissance du chiffre d'affaires et de la profitabilité.

FDB est consolidée au sein de la division Services Financiers depuis le 1^{er} octobre 2017.

Acquisition de Digital River World Payments (DRWP)

Le 18 octobre 2017, Worldline a finalisé l'acquisition, auprès de Digital River, Inc., un leader global de solutions « Commerce-as-a-Service » de 100% du capital de Digital River World Payments (DRWP), un leader des services de paiement en ligne.

Fondée en 1997 et basée à Stockholm en Suède, DRWP est une filiale de Digital River et emploie environ 120 personnes dans le monde. Avec une offre intégrée d'acceptance de paiements en ligne et de services de paiement dits « collecting » (permettant de centraliser les transactions mondiales d'un commerçant donné avec de nombreux acquéreurs), DRWP offre une gamme complète de solutions d'acceptance et d'optimisation de paiements en ligne à des acteurs internationaux de premier plan, actifs dans des secteurs d'activité variés tels que le transport, la distribution, la vente directe ou les biens numériques. La plateforme globale de DRWP avec sa couverture géographique étendue, supporte les devises et les schémas de paiement internationaux dans 175 pays, avec un large éventail de marques et de méthodes de paiement locales et plus de 40 connexions avec des banques acquéreurs dans le monde. Avec sa portée globale, se positionnant comme un PSP et un « collecteur », DRWP complète fortement SIPS¹, l'offre de paiement internet existante et reconnue de Worldline.

Avec l'acquisition de DRWP, Worldline augmente de manière significative son offre de services dans les paiements en ligne, notamment dans les services de « collecting », et accède à une base de clients composée de leaders de l'e-commerce. Worldline étend également ses opérations dans de nouvelles géographies (USA, Brésil, Suède). Worldline est aujourd'hui dans une position unique pour proposer la prochaine génération de services de paiement pour le commerce digital.

DRWP est consolidée au sein de la division Services aux Commerçants à compter du 1er novembre 2017.

Acquisition de MRL Posnet

Worldline a annoncé le 27 octobre 2017 l'acquisition de la totalité du capital de MRL Posnet, pour un montant maximum de l'ordre de 6,5 milliards de roupies indiennes (soit environ 84 millions d'euros), correspondant à une valorisation basée sur un multiple d'EBO estimé pour 2017 un peu en dessous du multiple de valorisation actuel de Worldline. Cette transaction est financée par la trésorerie disponible de Worldline.

¹ Secured Internet Payment Solution

Créé en 2008 et basé à Chennai, MRL PosNet emploie environ 140 ingénieurs très expérimentés dans le domaine des Services de Paiement en Inde. L'entreprise exploite une plateforme de gestion des terminaux de paiement particulièrement innovante permettant le déploiement à moindre coût et la gestion efficace de nouveaux terminaux. MRL PosNet traite actuellement les transactions de paiement pour le compte de 18 banques indiennes, et gère environ 100 000 terminaux de paiement.

L'entreprise, qui a connu une croissance très rapide depuis sa création, génère un taux d'Excédent Brut Opérationnel (EBO) supérieur à celui de Worldline. La transaction sera immédiatement relative, avant prise en compte des synergies.

MRL Posnet est consolidée au sein de la division Services aux Commerçants à compter du 1er novembre 2017.

Vente de Chèque Service

Worldline a cédé à son management via un MBO, avec effet au 1^{er} juillet 2017, son activité Chèque Service en France, celle-ci ayant peu de synergies avec les autres activités de Worldline et étant dilutive pour la croissance et la rentabilité du Groupe. Chèque Service a enregistré un chiffre d'affaires de moins de 20 millions d'euros en 2016, avec une marge d'EBO dilutive par rapport à celle du Groupe.

Cette opération, qui a reçu l'accord des employés de Chèque Service, va permettre à Chèque Service de poursuivre son expansion commerciale en France.

Cette activité, qui était consolidée dans la division Services Financiers, a été exclue du périmètre de consolidation au 1er juillet 2017.

Worldline, conjointement avec Total, s'associe avec la Fintech africaine de paiement InTouch

Le 13 juillet 2017, Total et Worldline ont signé des accords commerciaux, de financement et de coopération technologique les engageant avec la Fintech africaine InTouch. Total et Worldline accompagneront le déploiement de la solution « Guichet Unique » dans les huit pays africains suivants : le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Mali, le Maroc, la République de Guinée et le Sénégal. Cette solution permet aux commerçants d'agrèger les moyens de paiements (monnaie électronique, cartes privatives et cash) et d'offrir des prestations de services proposées par des tiers (abonnements multimédia, paiement de factures, transfert d'argent, rechargement de cartes, etc.) à travers une interface unique. Aux termes de l'accord, Worldline prendra, conjointement avec Total, une participation minoritaire dans InTouch et fournira, dans le premier volet d'un accord technologique plus large, une infrastructure d'hébergement industrielle sécurisée permettant le déploiement rapide de la solution « Guichet Unique ».

Renforcement de l'offre de gestion des paiements non-cartes de Worldline par l'acquisition de Diamis

Le 21 décembre 2017, Worldline a acheté auprès d'Atos Intégration, société détenue par sa maison mère Atos SE, 100% du capital de Diamis, pour une valeur d'entreprise d'environ 11 millions d'euros sur la base de la valorisation retenue par un expert indépendant.

Il est rappelé qu'Atos Intégration détenait 60% du capital de Diamis et a récemment racheté les 40% détenus par un actionnaire minoritaire le 20 octobre 2017.

Créée en 1990 et basée à Bezons (France), Diamis est notamment l'éditeur du logiciel Cristal, utilisé par de nombreuses banques européennes de premier plan pour gérer les paiements de masse SEPA et domestiques, au moyen du module « Mass Payment Highway » ainsi que la liquidité intra-journalière des paiements et échanges de titres interbancaires (modules « Proactive Liquidity Manager » et « Target2-Securities »). A l'heure actuelle, environ 15% des paiements interbancaires européens de gros montants sont effectués au moyen de Cristal, ce qui représente plus de 500 milliards d'euros échangés quotidiennement.

Cette transaction a été initiée par Worldline pour renforcer l'offre commerciale de sa filiale equensWorldline, leader Européen des paiements non cartes (chambres de compensation automatisées, solutions de virement/prélèvement pour les grands comptes, paiements instantanés, etc.) par l'intégration d'une offre logicielle fortement complémentaire, notamment dans la perspective de la mise en place des virements instantanés Européens et du projet de consolidation T2/T2S (Target 2 / Target 2 Securities) de la Banque Centrale Européenne.

Diamis est consolidée dans les comptes de Worldline à compter du 31 décembre 2017, au sein de la Ligne de Services « Services Financiers ». Diamis a généré en 2017 un chiffre d'affaires d'environ 8 millions d'euros. Sa rentabilité (taux d'EBO) est attendue en ligne avec celle de Worldline.

E.1.2 SYNTHÈSE

A taux de changes et périmètre constants, le chiffre d'affaires de Worldline a atteint 1 593,9 millions en croissance organique de **+4,0%** (+61 millions d'euros) à périmètre et taux de change constants par rapport à 2016. La croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée séquentiellement comme prévu par rapport au taux de croissance publié au premier semestre 2017 (qui était de +1,7%), car l'effet de comparaison négatif résultant de l'arrêt du contrat RADAR en Juin 2016 a pris fin en Juin 2017.

- Représentant 34% du chiffre d'affaires total de Worldline, le chiffre d'affaires des **Services aux Commerçants** a crû de **+5,4%** organiquement et a atteint **535,5 millions d'euros**, tiré principalement par la croissance les *Services de Paiement aux Commerçants*.
- Représentant 44% du chiffre d'affaires total de Worldline, le chiffre d'affaires des **Services Financiers** s'est établi à **708,3 millions d'euros**, en croissance organique de **+6,4%**. Chacune des quatre divisions a contribué à cette croissance
- Représentant 22% du chiffre d'affaires total de Worldline, le chiffre d'affaires de la Ligne de Services **Mobilité & Services Web Transactionnels** s'est élevé à **350 millions d'euros**, en baisse de **-2,6%** organiquement. La division *Services Numériques de Confiance* (anciennement *Services Numériques pour les Gouvernements & Services Publics*) a en effet été impactée, comme anticipé durant le premier semestre, par la fin du contrat de gestion automatisée des infractions routières (le contrat « RADAR ») en France en juin 2016. La croissance de Mobilité & Services Web Transactionnels excluant l'effet de la fin de ce contrat aurait été de plus de +7% en 2017.

Les **ventes via d'Atos** se sont élevées à 43,9 millions d'euros en 2017, en baisse de -2,9 millions (-6,3%) organiquement.

D'un point de vue géographique, la croissance du chiffre d'affaires a été principalement tirée par les Marchés Emergents (+45,0 millions d'euros ou +40,1%), reflétant en particulier la forte croissance des activités du groupe en Inde, par les Pays-Bas (+21,7 millions d'euros ou +12,6%) qui ont bénéficié de projets en Traitement Emetteurs et en Paiements Non-Cartes, et par L'Europe du Nord et du Sud (+15,2 millions d'euros ou +12,4%) avec la montée en puissance du contrat avec la banque OP et la bonne performance de l'activité commerciale des Cartes Privatives & Services de fidélisation en Espagne. La région Allemagne et Europe de l'Est et du Centre a connu une croissance modérée (+3,4 millions d'euros soit +1,5%) tandis que le chiffre d'affaires a été stable en Belgique et a reculé de 7,2 millions (soit -6,1%) au Royaume-Uni, temporairement affecté par moins de revenus en Billetterie Electronique. Enfin, pour le dernier semestre, le chiffre d'affaires de la France (-17,0 millions d'euros ou -4,1%) a été impacté par fin du contrat Radar.

L'Excédent Brut Opérationnel ("EBO") de Worldline s'est établi à **335,4 millions d'euros** (+50,1 millions d'euros), représentant **21,0%** du chiffre d'affaires, en hausse de **+240 points de base** (« pb ») organiquement.

- Cette forte amélioration est venue principalement des **Services Financiers (+680 points de base)** grâce à la hausse des volumes et à la mise en place accélérée du plan de synergies d'equensWorldline ;
- L'OMDA de **Services aux Commerçants**, malgré la très bonne dynamique commerciale en Inde et la croissance globale des volumes, a baissé de **-140 points de base** en conséquence de la décision du Groupe d'adapter sa structure de prix dans le cours de l'année 2016 afin de rétrocéder la réduction des commissions d'interchange bancaire à ses clients ainsi que par des efforts commerciaux dans des secteurs géographiques à forte croissance.
- Enfin, la profitabilité de **Mobilité & Services Web Transactionnels** a baissé de **-130 points de base**, la Ligne de Services ayant été impactée temporairement par la fin d'un contrat mature (RADAR), partiellement remplacé par d'autres contrats composés d'activités projet avec des volumes en phase de démarrage, avec une profitabilité temporairement plus basse.

Le **carnet de commandes** à fin décembre 2017 est resté élevé à **2,6 milliards d'euros**.

Le **nombre total de salariés** était de **9 467** à fin décembre 2017 par rapport à 8.725 à la fin de décembre 2016, soit une hausse de **+742 salariés** (+8,5%) au cours de l'année 2017, reflétant :

- Les acquisitions de Digital River World Payments, First Data Baltics et MRL Posnet (+438 employés) et la vente de Chèque Services (-38 employés)
- L'augmentation de l'effectif direct de 363 personnes, lié aux forts développements commerciaux en particulier en Inde et en France.

E.1.3 RECONCILIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE L'EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL A PERIMETRE ET TAUX DE CHANGE CONSTANTS

Pour l'analyse des performances du Groupe, le chiffre d'affaires et l'EBO de 2017 sont comparés aux chiffres d'affaires et à l'EBO de 2016 à périmètre et taux de change constants.

La réconciliation entre le chiffre d'affaires de 2016 publié et le chiffre d'affaires de 2016 à périmètre et taux de change constants, par Ligne de Services et par secteur géographique est présentée ci-dessous.

Chiffre d'affaires					
<i>En millions d'euros</i>	2016 Statutaire	Transferts Internes	Effet de Périmètre	Effet de change	2016*
Services aux commerçants	439,6	+19,2	+51,4	-2,2	508,0
Services financiers	500,0	-19,2	+186,0	-1,3	665,5
Mobilité & Services Web Transactionnels	369,6		+0,0	-10,2	359,3
Worldline	1 309,1	0	+237,5	-13,8	1 532,9

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

<i>En millions d'euros</i>	2016 Statutaire	Transferts Internes	Effet de Périmètre	Effet de change	2016*
France	428,5		-8,7	0	419,7
Belgique	358,5		+0,1	0	358,5
Allemagne / CEE	159,0		+72,9	+0,6	232,6
Pays-Bas	67,1		+105,2	0	172,3
Marché Emergents	115,7		+1,8	-5,5	112,0
Reste de l'Europe	56,5		+66,2	-0,1	122,6
Royaume-Uni	124,0		0,0	-8,9	115,1
Worldline	1 309,1	0	+237,5	-13,8	1 532,9

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

EBO					
<i>En millions d'euros</i>	2016 Statutaire	Transferts Internes	Effet de Périmètre	Effet de change	2016*
Services aux commerçants	99,3	+7,1	+7,3	-0,3	113,5
Services financiers	130,6	-7,1	+21,9	-0,5	144,9
Mobilité & Services Web Transactionnels	51,5		-0,0	-2,0	49,5
Coûts centraux	-22,6				-22,6
Worldline	258,7	0	+29,2	-2,7	285,3

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

Les transferts internes correspondent au reclassement en Services aux Commerçants de la partie du chiffre d'affaires de Worldline en Inde précédemment classée en Services Financiers. En effet, ce chiffre d'affaires se rapportait principalement à des services faits directement ou indirectement (à travers des banques) avec des commerçants

Les effets de périmètre correspondent principalement:

- Aux acquisitions d'Equens, PaySquare et KB SmartPay le 30 septembre 2016. Ainsi, le chiffre d'affaires et l'EBO d'Equens, PaySquare et KB SmartPay pour les 9 premiers mois de 2016 sont inclus dans le chiffre d'affaires et l'EBO de 2016 à périmètre et taux de change constants, afin de pouvoir être comparé avec la performance financière de 2017
- La consolidation de First Data Baltics au 1er octobre 2017. Ainsi, le chiffre d'affaires et l'EBO de First Data Baltics pour le quatrième trimestre de 2016 sont inclus dans le chiffre d'affaires et

l'EBO de 2016 à périmètre et taux de change constants, afin de pouvoir être comparé avec la performance financière de 2017

- La consolidation de Digital River World Payments et de MRL Posnet au 1er novembre 2017. Ainsi, le chiffre d'affaires et l'EBO de Digital River World Payments et de MRL Posnet pour novembre et décembre 2016 sont inclus dans le chiffre d'affaires et l'EBO de 2016 à périmètre et taux de change constants, afin de pouvoir être comparé avec la performance financière de 2017
- La vente de Chèque Service le 1er juillet 2017. Ainsi, le chiffre d'affaires et l'EBO de Chèque Service sur le second semestre de 2016 a été exclu du chiffre d'affaires et l'EBO de 2016 à périmètre et taux de change constants, afin de pouvoir être comparé avec la performance financière de 2017
- La vente de PaySquare Belgique le 31 mars 2017. Le chiffre d'affaires et l'EBO de 2016 à périmètre et taux de change constants a été ajusté de façon similaire.

Les effets de change traduisent principalement la dépréciation de la Livre Sterling et du Peso Argentin par rapport à l'Euro.

Les données de chiffre d'affaires et d'EBO présentées dans cette revue opérationnelle sont basées sur l'information financière 2016 à taux de change et périmètre constants.

E.1.4 EVOLUTION DU PROFIL DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le profil du chiffre d'affaires en 2017 reflète la nouvelle structure du Groupe, suite :

- A la finalisation des transactions avec Equens, PaySquare and KB SmartPay à la fin du troisième trimestre de 2016
- La consolidation de Digital River World Payments, First data Baltics et MRL Posnet au cours du quatrième trimestre de 2017
- Les ventes de Chèque Service et de PaySquare Belgique

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires		
	2017	2016*	% du total
Services aux commerçants	535,5	508,0	33,6%
Services financiers	708,3	665,5	44,4%
Mobilité & Services Web Transactionnels	350,0	359,3	22,0%
Worldline	1 593,9	1 532,9	100,0%

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

L'Europe a représenté la majeure partie des activités de Worldline, générant environ 90% du chiffre d'affaires de 2016.

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires		
	2017	2016*	% du chiffre d'affaires
France	402,7	419,7	25,3%
Belgique	358,5	358,5	22,5%
Allemagne / CEE	236,0	232,6	14,8%
Pays-Bas	194,1	172,3	12,2%
Marchés Emergents	156,9	112,0	9,8%
Europe du Nord et du Sud	137,8	122,6	8,6%
Royaume-Uni	107,9	115,1	6,8%
Worldline	1 593,9	1 532,9	100%

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

E.1.5 PERFORMANCE PAR LIGNE DE SERVICES

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			EBO		% d'EBO	
	2017	2016*	Croissance organique	2017	2016*	2017	2016*
Services aux commerçants	535,5	508,0	+5,4%	112,3	113,5	21,0%	22,3%
Services financiers	708,3	665,5	+6,4%	202,1	144,9	28,5%	21,8%
Mobilité & Services Web Transactionnels	350,0	359,3	-2,6%	43,6	49,5	12,5%	13,8%
Coûts centraux				-22,6	-22,6	-1,4%	-1,5%
Worldline	1 593,9	1 532,9	+4,0%	335,4	285,3	21,0%	18,6%

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

E.1.5.1 Services aux Commerçants

En millions d'euros	Services aux commerçants		
	2017	2016*	% Croissance
Chiffre d'affaires	535,5	508,0	+5,4%
EBO	112,3	113,5	
% d'EBO	21,0%	22,3%	-1,4 pt

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

Chiffre d'affaires

Représentant 34% du chiffre d'affaires total de Worldline, le chiffre d'affaires des **Services aux Commerçants** a crû de **+5,4%** organiquement et a atteint 535,5 millions d'euros.

- La croissance est venue principalement de la division Services de Paiement aux Commerçants *Merchant Payment Services*, qui a bénéficié de la forte dynamique du marché indien suite à la démonétisation de billets de banque en fin d'année 2016 et de tendances commerciales positives en Europe continentale, en particulier en Allemagne, aux Pays-Bas, en Europe centrale et en Europe de l'Est. Ces bonnes performances opérationnelles ont plus que compensé l'effet de mix prix/volume négatif du premier semestre qui avait été anticipé en Belgique en *Acquisition Commerçants*.
- *Merchant digital Services* a légèrement cru, grâce à la division *Cartes Privatives et Programmes de Fidélité* en Espagne et à davantage de projets avec des sociétés de transport au Royaume Uni.

EBO

L'EBO de **Services aux Commerçants** a atteint **112,3 millions d'euros** ou 21,0% du chiffre d'affaires, en diminution de -140 points de base ou -1,1 million d'euros par rapport à 2016. Malgré la très bonne dynamique des *Services de Paiement aux Commerçants* en Inde et la croissance des volumes de transaction, l'EBO de la Ligne de Services a été impactée par l'adaptation au cours de l'année 2016 des structures tarifaires pour rétrocéder l'effet de la baisse des commissions d'interchange bancaire ainsi que par des efforts commerciaux dans des secteurs géographiques à forte croissance.

E.1.5.2 Services Financiers

Services financiers			
En millions d'euros	2017	2016*	% Croissance
Chiffre d'affaires	708,3	665,5	+6,4%
EBO	202,1	144,9	
% d'EBO	28,5%	21,8%	+6,8 pt

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

Chiffre d'affaires

Représentant 44% du chiffre d'affaires total de Worldline, le chiffre d'affaires des **Services Financiers** s'est établi à **708,3 millions d'euros**, en croissance organique de +42,8 millions d'euros soit **+6,4%** par rapport à 2016. Chacune des quatre divisions a contribué à cette croissance :

- Le chiffre d'affaires de *Traitements Emetteurs* a augmenté grâce à la bonne croissance des volumes de transactions (+11%), aux ventes des services à valeur ajoutée comme les services d'authentification forte (environ x2 par rapport à 2016), un fort niveau de vente de licences et de projet en Asie et à une bonne activité de projets ;
- L'activité de *Traitement Acquéreurs* a été également particulièrement dynamique durant la période grâce des volumes de transaction plus élevés et davantage de projets, principalement en Europe du Sud et en France ;
- Le chiffre d'affaires de *Digital Banking* a augmenté principalement grâce au développement continu et à la bonne fertilisation de certains projets en France et au Royaume-Uni ;
- Les *Paiements Non-Cartes* ont cru grâce à la croissance du volume de transactions (+7%), notamment pour les paiements SEPA aux Pays-Bas et en Allemagne, ainsi qu'à une hausse des volumes de paiement iDeal (+32%) aux Pays-Bas. De nouveaux projets pour de nouvelles fonctionnalités de paiement comme les paiements instantanés, ont également été conduits au cours de l'année.

EBO

L'**EBO** de Services Financiers a atteint **202,1 millions d'euros** (28,5% du chiffre d'affaires), en croissance organique de +680 points de base ou +57,1 millions d'euros comparé à 2016. Cette performance est, grâce à la hausse des volumes, notamment des divisions *Traitement Acquéreurs* et *Traitement Emetteurs*, et aussi à des économies significatives de coûts (notamment une réduction des achats externes d'equensWorldline), résultant de la mise en place accélérée du plan de synergies, débuté à la fin de l'année dernière dans le cadre de l'intégration d'equensWorldline. La profitabilité s'est également améliorée du fait de coûts de démarrage de contrats en Traitement Acquéreur en 2016 qui ne se sont pas répétés en 2017

E.1.5.3 Mobilité & Services Web Transactionnels

Mobilité & Services Web Transactionnels			
En millions d'euros	2017	2016*	% Croissance
Chiffre d'affaires	350,0	359,3	-2,6%
EBO	43,6	49,5	
% d'EBO	12,5%	13,8%	-1,3 pt

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

Chiffre d'affaires

Représentant 22% du chiffre d'affaires total de Worldline, le chiffre d'affaires de la Ligne de Services **Mobilité & Services Web Transactionnels** s'est élevé à **350,0 millions d'euros**, en baisse de **-2,6%** organiquement. La division *Services Numériques de Confiance* a en effet été impactée pour la dernière fois, comme anticipé durant le premier semestre, par la fin du contrat de gestion automatisée des infractions routières (le contrat « RADAR ») en France en juin 2016. La croissance de Mobilité & Services Web Transactionnels excluant l'effet de la fin de ce contrat aurait été de plus de +7% en 2017. Cette performance a été atteinte grâce à :

- La forte activité des *Services Numériques de Confiance*, notamment en France avec des agences gouvernementales et en Amérique latine (services de santé et de collecte des impôts) ;
- Une croissance à deux chiffres de *e-Consommateur & Mobilité*, provenant d'une bonne activité projet en France et en Allemagne ;
- La croissance à deux chiffres des activités de *Billetterie électronique*, en Amérique Latine et en Allemagne, qui a presque compensé la baisse temporaire des projets réalisés pour des compagnies ferroviaires au Royaume-Uni.

EBO

L'EBO de **Mobilité & Services Web Transactionnels** a atteint **43,6 millions d'euros** ou 12,5% du chiffre d'affaires, en baisse de -130 points de base ou -5,9 millions d'euros. Malgré l'amélioration de la rentabilité au Royaume-Uni (fin en 2016 de projets non rentables) et en Amérique Latine (hausse des volumes d'e-Ticketing et renégociations de prix), le taux d'EBO a été en effet impacté par la fin d'un contrat mature (RADAR), partiellement remplacé par d'autres contrats composés d'activités projet avec des volumes en phase de démarrage, avec une rentabilité temporairement plus basse.

E.1.6 PERFORMANCE PAR SECTEUR GEOGRAPHIQUE

Les principaux segments opérationnels du Groupe sont les Lignes de Services. L'axe secondaire correspond aux secteurs géographiques, pour lesquels le chiffre d'affaires est présenté ci-dessous.

Le chiffre d'affaires présenté dans un secteur géographique peut faire référence aux ventes ou prestations de services rendus dans différents pays ou régions (par exemple, la plupart des ventes de terminaux de paiement dans le monde est enregistrée dans le chiffre d'affaires de la Belgique).

Chiffre d'affaires				
<i>En millions d'euros</i>	FY 2017	2016*	Var	% Var.
France	402,7	419,7	-17,0	-4,1%
Belgique	358,5	358,5	0,0	0,0%
Allemagne, Europe Centrale et de l'Est	236,0	232,6	3,4	1,5%
Pays-Bas	194,1	172,3	21,7	12,6%
Marchés Emergents	156,9	112,0	45,0	40,1%
Europe du Nord et du Sud	137,8	122,6	15,2	12,4%
Royaume-Uni	107,9	115,1	-7,2	-6,2%
Worldline	1 593,9	1 532,9	61,0	4,0%

*à périmètre constant et taux de change moyens 2017

La **France** a enregistré un chiffre d'affaires de **402,7 millions d'euros**, en baisse de **-4,1% organiquement**. Le chiffre d'affaires a diminué de -10,9% durant le premier semestre, la Ligne de Services Mobilité et Services Web Transactionnels ayant été impactée par la fin du contrat RADAR intervenue en juin 2016, mais a augmenté séquentiellement durant le second semestre de 2017 à +3,6%.

La **Belgique** a réalisé un chiffre d'affaires de **358,5 millions d'euros** en 2017, stable organiquement par rapport à 2016. La croissance enregistrée en Services Financiers, due à la hausse régulière des volumes de transactions et aux services de gestion de la fraude, a compensé la baisse des ventes des Services aux Commerçants, causée par l'effet négatif de mix volume/prix qui avait été anticipé en Acquisition Commerçants.

En **Allemagne, Europe du Centre et de l'Est**, le chiffre d'affaires s'est établi à **236,0 millions d'euros**, soit une croissance organique de **+1,5%**. La croissance solide des Services de Paiement aux Commerçants et de Mobilité & Services Web Transactionnels a été partiellement atténuée par une baisse des volumes en Traitement Emetteurs, suite à des fermetures de comptes inactifs opérées par certains clients ainsi qu'en Paiements Non-Cartes.

Les **Pays-Bas** ont enregistré un chiffre d'affaires de **194,1 millions d'euros**, en croissance organique de **+12,6%**. Les Services Financiers ont bénéficié de tendances commerciales favorables comprenant une forte activité de projets en Traitement Emetteurs et Paiements Non-Cartes, et les Services aux Commerçants ont bénéficié de la croissance à deux chiffres des ventes de PaySquare aux Pays-Bas.

Le chiffre d'affaires des **Marchés Emergents** a atteint **156,9 millions d'euros**, en hausse de **+40,1%** organiquement, bénéficiant de la croissance des volumes de transactions traités en Inde dans la division Services aux Commerçants ainsi que de la croissance à deux chiffres du revenu de l'Amérique Latine (dans les divisions Billetterie Electronique et Services Numériques de Confiance) et de l'Asie-Pacifique.

La région **Europe du Nord et du Sud** (Pays Baltes, Finlande, Espagne et Italie) a enregistré un chiffre d'affaires de **137,8 millions d'euros**, en hausse de **+12,4%** organiquement, grâce à une forte activité en Traitement Emetteurs en Europe du Sud et en Cartes Privatives en Espagne.

Enfin, le chiffre d'affaires du **Royaume-Uni** a atteint 107,9 millions d'euros, en baisse de **-6,2%** organiquement, les ventes de Cartes Privatives et de Programmes de Fidélité n'ayant pas pu compenser complètement une baisse des revenus de billetterie électronique avec les compagnies de transport.

E.1.7 ACTIVITE COMMERCIALE

E.1.7.1 Principales signatures de l'année

Services aux commerçants

L'activité commerciale de Services aux Commerçants a été dynamique en 2017. En Acquisitions Commerçants, le groupe a maintenu sa position de leader sur le Benelux et a cru rapidement en Europe Centrale et en Europe de l'Est suite à l'acquisition de PaySquare et KB SmartPay en 2016

Worldline a joué un rôle crucial dans la digitalisation de l'Inde, par l'installation d'environ 500 000 terminaux de paiement et de QR codes. A fin décembre 2017, Worldline gérait en Inde environ 850 000 terminaux de paiement et plus de 160.000 autres moyens d'acceptance de paiements électroniques (QR code) qui, en plus de leur contribution à court terme au chiffre d'affaires de la division, généreront des revenus récurrents additionnels dans le futur. Par ailleurs, un contrat clé a été renouvelé en Inde avec Axis Bank.

Sont à noter parmi les autres succès commerciaux clés de l'exercice:

- Pour ce qui concerne les services d'acceptance de moyens de paiement, le contrat existant avec Trinity Purchasing, une entreprise leader dans les services d'achats pour l'hôtellerie, a été étendu aux pays nordiques : à travers ce nouvel accord, Worldline aura désormais l'opportunité de fournir des services d'acceptation de paiement de bout en bout (acquisition commerçants, terminaux de paiement, DCC, solutions d'hôtels connectés) pour 1 200 hôtels en Europe.
- En e-Acceptance, Worldline a mis en place une solution d'acceptation de paiement P2P pour un nouveau client. Worldline a aussi conforté sa position de marché en e-Acquisition, la solution innovante de paiements mobiles e-Bancontact ayant été retenue par une grande société internationale en Belgique.
- Aussi, la Ligne de Services a renouvelé un important contrat à long terme de *Cartes Privatives* avec Whitbread Plc au Royaume-Uni. Un nouveau contrat de fourniture de kiosques digitaux a été conclu avec Arriva Rail London.
- Enfin, le démarrage commercial du nouveau terminal de paiement autonome VALINA est très dynamique.

Services Financiers

Les principaux succès commerciaux 2017 de Worldline en Services Financiers incluent le renouvellement ou l'extension de plusieurs contrats clés du Groupe dans son cœur de marché en Europe. En particulier:

- Le partenariat avec Santander Consumer Bank pour les services de paiements en Pologne a été étendu, en incluant une solution temps réel de crédit à tempérament ;
- Un contrat majeur de Traitement Emetteurs a été renouvelé avec une banque belge pour une période de 5 ans ;
- Worldline a significativement étendu les services fournis à l'un de ses clients en Allemagne en signant un contrat relatif à l'outsourcing du processing des paiements Swift ;
- Aussi, une grande banque finlandaise a également décidé de consolider tous ses volumes de Traitements Emetteurs chez equensWorldline.

En Licence de Logiciel de Paiement, un nouveau contrat de licence a été signé avec RHB Bank Berhad et un nouveau client a été gagné en Indonésie en Traitement Emetteurs (Lanka Orix Finance Plc).

Par ailleurs, equensWorldline a été particulièrement impliquée au cours du second trimestre dans le déploiement de nouveaux modes de paiements

- La banque Belfius a commencé le déploiement d'une solution de paiement mobile HCE basée sur les produits et les technologies d'equensWorldline, permettant l'utilisation par les porteurs de cartes de paiement Maestro, Visa et Mastercard, mais également des cartes de débit locales belges Bancontact, de leur téléphone mobile Android pour effectuer des paiements ;
- Avec l'entrée en vigueur de la DSP2 en janvier 2018, Worldline a gagné plusieurs contrats de mise en place de plateformes de gestion des demandes d'accès aux comptes conformes à cette nouvelle directive;
- Des services de Payment Instantanés vont être fournis à plusieurs banques néerlandaises;

- La plateforme de paiement mobile de personne à personne ("P2P") du Groupe est entrée en service chez une grande banque néerlandaise et illustre les perspectives de croissance future dans les domaines des paiements de personne à personne et les paiements instantanés.
- Plus généralement, equensWorldline est positionnée comme un acteur majeur des paiements instantanés. En particulier, suite à la décision par la Banque centrale Européenne (BCE) de développer un nouveau service de règlement des paiements instantanés appelé « TIPS », equensWorldline a annoncé qu'il connectera sa plateforme de règlement et de compensation des paiements instantanés nationaux et Européens à TIPS dès que ce nouveau service sera opérationnel.

Mobility & Services Web Transactionnels

En 2017, Worldline a réaffirmé sa position de marché forte dans les solutions de gestion sécurisée de transactions en temps réel

- En particulier, les prises de commandes en *Services Numériques de Confiance* ont été très bonnes:
 - Worldline a signé un contrat avec le Ministère français de la Justice pour concevoir et gérer le futur système d'information hautement sécurisé qui sera utilisé pour gérer les bracelets électroniques des prisonniers ;
 - Un contrat a également été signé pour la fourniture d'une nouvelle solution hautement sécurisée en temps réel et mutualisée pour le «SAMU», l'organisation nationale française des centres d'appels médicaux d'urgence, qui permettra une meilleure gestion et une répartition en temps réel des appels entrants durant des crises sanitaires ainsi que la traçabilité et l'archivage sécurisés de toutes les transactions connexes;
 - Dans le cadre du projet Centre Médical des Armées (CMA) numérique, un contrat a été conclu afin de mettre à disposition une solution d'ensemble (système d'information, services numériques d'e-santé, et plateforme technique) pour soutenir l'activité médico-militaire de la composante médecine des forces du service de santé des armées (SSA).
 - Le contrat de gestion sécurisée du Dossier Médical Personnel Français a été renouvelé pour 3 ans.
- En *Billetterie Electronique*:
 - Worldline a développé sa nouvelle génération de plateforme de Digital Ticketing, qui va permettre aux usagers de voyager sans avoir à acheter de billet. A cet égard, Worldline a annoncé qu'elle était une des premières sociétés globales à participer au nouveau programme Visa "Ready for Transit". La solution de Worldline "Tap 2 Use", qui a été primée en France, permet aux technologies de paiement sans contact, aux technologies mobiles ou *wearable* de pouvoir être utilisées pour entrer ou sortir des réseaux de transport et utilise les capacités d'acquisition et de traitement émetteur du Groupe.
 - Un contrat a été signé avec la plus grande franchise ferroviaire du Royaume-Uni, Govia Thameslink Railway, pour remplacer le système actuel d'émission de billets « Ticketing Issuing Services » (TIS) par l'offre de billetterie électronique mobile de Worldline @Station, qui offre les avantages d'un point de vente mobile.
 - Aussi, le Groupe va vendre sa suite de solutions pour les opérateurs ferroviaires et sa solution de billetterie embarquée, permettant à la nouvelle franchise sélectionnée pour le Sud-Ouest de l'Angleterre d'être prête à opérer dès le premier jour.
 - Enfin, le contrat de paiement mobile du stationnement de la ville de Vienne (Autriche) a été renouvelé.
- Enfin, en E-Consommateur & Mobilité, Worldline, associé à Atos, va mettre en œuvre plusieurs solutions « Worldline Contact », une offre de gestion du support et des contacts de pointe, notamment à un leader mondial des technologies médicales et à un assureur néerlandais pour ses opérations au Royaume-Uni.

En termes d'innovation :

- Worldline a conclu un accord avec Apigee pour combiner et intégrer le logiciel Apigee Edge avec ses services et son expertise afin de mettre en œuvre des solutions digitales ;
- Aussi, financé par la Commission Européenne, un consortium d'entreprises et d'entités mené par Worldline va mettre en œuvre une plate-forme de Blockchain de gestion des droits d'auteur afin de permettre les micro-paiements rapides pour des contenus media et pour augmenter la transparence dans la gestion des droits d'auteur et leur monétisation.

E.1.7.2 Carnet de commandes et perspectives commerciales

Le **carnet de commandes** à fin décembre 2017 reste élevé à **2,6 milliards d'euros**.

Les **perspectives commerciales** sont très positives :

- Le *Services aux Commerçants* devrait bénéficier en 2018 du déploiement progressif de la nouvelle plateforme pour les paiements en ligne NGAP (acceptation d'ordre de paiement « cross border », service d'agrégation de paiement, etc.) ainsi que du lancement de nouveaux terminaux de paiement et notamment du terminal autonome Valina. De fortes synergies commerciales dans le paiement en ligne sont attendues entre Worldline et Digital River World Payments (maintenant renommé Worldline Online Payment Acceptance) ;
- Dans *Services Financiers*, Worldline anticipe une nouvelle année de forte croissance grâce ses importantes opportunités commerciales d'outsourcing de traitement de transactions et à ses plateformes de paiements instantanés et de gestion d'API, pour lesquelles il y a actuellement un fort appétit du marché dans le contexte de la mise en place de la DSP2 et des réglementations relatives au paiement instantané ;
- Enfin, Worldline anticipe de continuer à déployer sa technologie d'Open Payments pour les services de Billetterie Electronique, ainsi que de mettre en place plusieurs plateformes Contact pour les banques et les entreprises industrielles.

E.1.8 PLANS D'INTEGRATIONS ET DE SYNERGIES

En ce qui concerne les plans de synergies et d'intégration d'equensWorldline, la vitesse de déploiement du programme est plus rapide que prévu initialement. Le Groupe confirme intégralement son objectif d'atteindre environ 40 millions d'euros de synergies sur l'EBO en rythme annuel en 2018 et s'attend désormais à une hausse du bénéfice sur l'EBO de 2017, grâce à ce plan, à environ 25 millions d'euros, comparé à environ 20 millions d'euros communiqué précédemment.

E.1.9 RESSOURCES HUMAINES

L'**effectif total du groupe** était de **9 467** salariés fin décembre 2017, **contre 8 725 fin décembre 2016**. L'augmentation de +8,5% (soit +742 employés) du total de l'effectif du Groupe est principalement due:

- Aux acquisitions de Digital River World Payments, First Data Baltics et de MRL Posnet dont les 438 employés ont rejoint Worldline, tandis que 38 employés ont quitté la société suite à la cession de Chèque Service ;
- A l'augmentation nette du nombre d'employés directs de +363 employés, principalement dans les marchés émergents. Cet accroissement du personnel est lié au fort développement des activités, en particulier en Inde et en France.

Le nombre d'employés directs fin 2017 était de 8 682 salariés, représentant 91,7% de l'effectif total du Groupe, proportion stable depuis Décembre 2016. Le nombre d'employés indirects quant à lui était de 785 salariés, en hausse de +32 salariés par rapport à l'effectif de fin 2016.

Le taux d'attrition a légèrement augmenté, atteignant -6,61% au niveau du Groupe Worldline. Le taux d'attrition des employés directs était de -6,51% en 2017, et celui des employés indirects était de -7,70%.

Evolution de la main d'œuvre sur l'année 2017 : entrées et sorties par nature et par pays

Effectif	Ouverture Janv.-17	Reclass.	Ouverture révisée Janv.-17	Effet de périmètre	Embauches	Démissions	Licenciements / Restructurations	Autres mouvements	Clôture Déc.-17	Evolution	%
France	2,769		2,769	-38	+255	-125	-12	-45	2,804	+35	+1.3%
Belgique	1,074		1,074	+0	+66	-36	-5	-26	1,073	-1	-0.1%
Allemagne, Europe de l'Est et du Centre	1,265	-39	1,226	+1	+140	-39	-6	-46	1,276	+50	+4.1%
Pays-Bas	707	-95	612	+0	+41	-55	-7	-8	583	-29	-4.7%
Marchés émergents (Amériques, Asie)	1,127	0	1,127	+127	+422	-170	-12	-8	1,486	+359	+31.9%
Europe du Nord et du Sud	676	-26	650	+250	+121	-28	-15	-2	976	+326	+50.2%
Royaume-Uni	514		514	+7	+50	-81	-4	-2	484	-30	-5.8%
Direct	8,132	-160	7,972	+347	+1095	-534	-61	-137	8,682	+710	+8.9%
Indirect	593	160	753	+53	+118	-57	-9	-73	785	+32	+4.2%
Total (D+I)	8,725	0	8,725	+400	+1213	-591	-70	-210	9,467	+742	+8.5%

La ventilation de l'effectif au 1er janvier 2017 a été révisée pour intégrer les employés indirects d'Equens, PaySquare et KB SmartPay. Ainsi le nombre d'employés directs à fin 2016 a baissé de -160 personnes tandis que le nombre de salariés indirects a crû de +160 pour atteindre un total de 753 salariés.

E.2 OBJECTIFS POUR 2018

En ligne avec les ambitions pour 2019 (croissance organique entre 6% à 8%, EBO supérieur à 23% (*), flux de trésorerie disponible compris entre 230 et 245 millions d'euros), les objectifs de 2018 de Worldline sont :

Chiffre d'affaires

Le groupe prévoit une croissance organique de son chiffre d'affaires, à périmètre et taux de change constants comprise entre **5% et 7%**

Excédent Brut Opérationnel (EBO)

Le Groupe a l'objectif d'atteindre une marge d'EBO comprise entre **22% et 23%**.(*)

Flux de trésorerie disponible

Le groupe a l'ambition de générer un flux de trésorerie disponible compris **entre 200 et 210 millions d'euros** incluant environ 20 millions d'euros de coûts de mise en place des synergies.

(*)Calculé sur la base d'un chiffre d'affaires reconnu selon IFRS15

E.3 REVUE FINANCIERE

E.3.1 ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Le Groupe a réalisé un résultat net (attribuable aux actionnaires de la Société Mère) de 105,5 millions d'euros au cours de l'année 2017 (144,2 millions en 2016), représentant 6,6 % du chiffre d'affaires consolidé. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 144,1 millions d'euros, représentant 9,0 % du chiffre d'affaires consolidé. Il s'élevait à 127,4 millions d'euros en 2016.

E.3.1.1 Etat de passage de la marge opérationnelle au résultat net

(En millions d'euros)	Exercice 2017	% Rentabilité	Exercice 2016	% Rentabilité
Marge opérationnelle	253,1	15,9%	196,6	15,0%
Autres produits et charges opérationnels	-67,6		13,3	
Résultat opérationnel	185,5	11,6%	210,0	16,0%
Résultat financier	-8,1		-5,9	
Charge d'impôt	-44,1		-53,7	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0,1			
Part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-27,9		-6,2	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	105,5	6,6%	144,2	11,0%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la société mère (*)	144,1	9,0%	127,4	9,7%

(*) Défini ci-après.

E.3.1.2 Excédent Brut Opérationnel (EBO)

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliqué dans la revue opérationnelle.

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Marge opérationnelle	253,1	196,6	56,4
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	90,5	54,6	35,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	1,1	7,3	-6,2
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-10,1	3,0	-13,1
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	0,8	-2,8	3,6
EBO	335,4	258,7	76,6

E.3.1.3 Autres produits et charges opérationnels

Le poste "Autres produits et charges opérationnels" comprend les produits et charges qui sont inhabituels et peu fréquents et a représenté une charge nette de 67,6 millions d'euros au cours de l'exercice 2017. Le détail par nature de ce poste est le suivant :

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Réorganisation des effectifs	-4.9	-4.5
Rationalisation et frais associés	-4.3	-4.5
Coûts d'intégration et d'acquisition	-25.6	-9.9
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-7.9	-6.8
Amortissement de la Relation Clients et des brevets	-14.2	-6.1
Autres	-10.8	45.0
Total	-67.6	13.3

Les 4,9 millions d'euros de **coûts de réorganisation** des effectifs, en augmentation de 0,4 million d'euros par rapport la période précédente, sont principalement liés aux coûts de restructuration suite à l'acquisition d'Equens et Paysquare, ainsi qu'à l'adaptation de l'organisation du Groupe notamment en France et en Belgique.

Les 4,3 millions d'euros de **coûts de rationalisation** et frais associés comprennent principalement ceux engagés pour la poursuite du programme TEAM et pour la rationalisation des locaux en France et en Belgique. Ces coûts ont diminué de 0,2 million d'euros par rapport à la période précédente.

Les coûts d'intégration et d'acquisition d'un montant de 25,6 millions d'euros (augmentation de 15,7 millions d'euros par rapport à la période précédente) sont liés aux coûts post-intégration d'Equens et Paysquare. Ils incluent également des coûts liés aux acquisitions de First Data Baltics, Digital River World Payment et MRL Posnet pour un montant total de 2,7 millions d'euros.

Les 14,2 millions d'euros d'**amortissement de la relation clients et des brevets** correspondent principalement à :

- 10,0 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et du carnet de commandes apportés par Equens et Paysquare ;
- 2,6 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Cataps (KB Smartpay) ;
- 0,7 million d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et du carnet de commandes apportés par Quality Equipement et Siemens IT Solutions & Services;
- 0,4 million d'euros de charge d'amortissement de la relation clients, du carnet de commandes et des technologies apportés par MRL Posnet à compter du 1^{er} novembre 2017 ;
- 0,3 million d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et du carnet de commandes apportés par First Data Baltics à compter du 1^{er} octobre 2017 ;
- 0,2 million d'euros de charge d'amortissement de la relation clients, du carnet de commandes et des technologies apportés par Digital River World Payment à compter du 1^{er} novembre 2017.

Les **autres éléments** correspondant à des coûts exceptionnels s'élevaient à 10,8 millions d'euros. En 2016 ces autres éléments incluait le produit de cession de l'action Visa pour 51,2 millions d'euros.

E.3.1.4 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge nette de 8,1 millions d'euros sur la période contre une charge de 5,9 millions en 2016, et était composé d'un coût de l'endettement financier net de 1,1 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 6,9 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net est passé de 0,6 million d'euros à décembre 2016 à 1,1 million d'euros sur cette période.

Les coûts financiers non opérationnels étaient principalement composés de pertes nettes de change pour 4,1 millions d'euros ainsi que des coûts financiers liés aux engagements de retraite pour 2,1 millions d'euros. Ces coûts représentent la différence entre les coûts de désactualisation des obligations des régimes à prestations définies et les rendements notionnels générés par les actifs financiers des régimes faisant l'objet de préfinancements (cf. Note 21 « Régimes de retraites et autres avantages à long terme »).

E.3.1.5 Impôt

La charge d'impôt sur l'exercice 2017 s'est élevée à 44,1 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 177,4 millions d'euros. Le Taux d'Impôt Effectif (TIE) s'élève à 24,9% (26,3% en 2016).

E.3.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé se compose du résultat net retraité des éléments inhabituels anormaux et peu fréquents net d'impôt attribuable aux propriétaires de la société mère. Le montant pour l'exercice 2017 est de 144,1 millions d'euros.

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	105,5	144,2
Autres produits et charges opérationnels net d'impôt	-54,7	15,8
Effet d'impôt sur les éléments inhabituels	16,1	1,0
Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la société mère	144,1	127,4

E.3.1.7 Résultat net par action

Le nombre d'actions au 1^{er} janvier 2017 était de 132 346 996. Le nombre moyen d'actions s'est élevé à 132 557 598 sur la période. A fin décembre 2017, les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 771 637 options).

(En millions d'euros)	Exercice 2017	% Rentabilité	Exercice 2016	% Rentabilité
Résultat net [a]	105.5	6.6%	144.2	11.0%
Résultat net normalisé [b]	144.1	9.0%	127.4	9.7%
Nombre moyen d'actions [c]	132 557 598		132 102 935	
Impact des instruments dilutifs	771 637		323 007	
Nombre moyen dilué d'actions [d]	133 329 234		132 425 942	
(En EUR)				
Résultat Net Par Action (RNPA) [a] / [c]	0.80		1.09	
Résultat Net Par Action (RNPA) dilué [a] / [d]	0.79		1.09	
Résultat Net Par Action (RNPA) normalisé [b] / [c]	1.09		0.96	
Résultat Net Par Action (RNPA) dilué normalisé [b] / [d]	1.08		0.96	

E.3.2 Tableau de flux de trésorerie

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	335.4	258.7
Investissements opérationnels	-107.0	-85.3
Variation du besoin en fonds de roulement	33.8	33.4
Flux de trésorerie opérationnel	262.2	206.8
Impôts payés	-44.1	-39.1
Coût de l'endettement financier net payé	-1.1	-0.6
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-6.5	-5.2
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-4.1	-4.1
Coûts d'intégration et d'acquisition	-20.1	-9.9
Investissements financiers nets à long terme	-2.0	-1.3
Autres variations (*)	-8.4	-10.1
Flux de trésorerie disponible	176.0	136.5
(Acquisitions)/cessions matérielles (solde net)	-220.1	-111.0
Augmentations/(réductions) de capital	10.7	7.5
Produit de cession de l'action Visa	0.0	35.6
Achats d'actions	-	-
Flux de trésorerie net	-33.5	68.6
Trésorerie nette / (Endettement net) d'ouverture	347.7	276.0
Variation de trésorerie	-33.5	68.6
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie	-5.1	3.0
Trésorerie nette / (Endettement net) de clôture	309.1	347.7

Note: Valeurs ajustées du changement de présentation des activités d'intermédiation de Worldline (effet de -47 millions d'euros sur la trésorerie nette d'ouverture du premier semestre 2016, -3,9 millions d'euros sur le flux de trésorerie disponible 2016 et -51 millions d'euros sur la trésorerie nette d'ouverture du premier semestre 2017), comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables".

(*) Les autres variations correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle et autres éléments financiers décaissés.

Le **Flux de trésorerie disponible** représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigé des variations de capital, du produit de cession de l'action Visa, l'incidence liée aux fluctuations du taux de change sur la trésorerie nette d'ouverture, et des acquisitions/cessions, atteignait 176,0 millions d'euros contre 136,5 millions d'euros en 2016 correspondant à une augmentation de 28,9%.

Le montant de **flux de trésorerie opérationnel** s'élevait à 262,2 millions d'euros, en augmentation de 55,4 millions d'euros par rapport à 2016, hausse s'expliquant par les éléments suivants :

- Excédent Brut Opérationnel (EBO) : hausse de 76,7 millions d'euros,
- Investissements opérationnels en hausse de 21,7 millions d'euros,
- Amélioration du besoin en fonds de roulement de 0,4 million d'euros.

L'**Excédent Brut Opérationnel** s'établissait à 335,4 millions d'euros, soit une augmentation de 76,7 millions d'euros par rapport à 2016, représentant 21,0% du chiffre d'affaires contre 19,8% en décembre 2016.

Les **investissements opérationnels** atteignaient 107,0 millions d'euros, soit 6,7% du chiffre d'affaires, légèrement supérieur au niveau de l'année 2016 à 6,5%. Les investissements étaient principalement liés à la capitalisation de coûts relatifs à la modernisation des plateformes technologiques pour 46,6 millions d'euros.

L'**amélioration du besoin en fonds de roulement** était de 33,8 millions d'euros. Le délai de règlement clients s'élevait à 39 jours à fin décembre 2017, tandis que le délai de paiement fournisseurs s'établissait à 78 jours.

Les **impôts payés** s'élevaient à 44,1 millions d'euros, en augmentation de 5,0 million d'euros par rapport à 2016.

Le **coût de l'endettement financier net** s'élevait à 1,1 millions d'euros en hausse de 0,5 million d'euros par rapport à l'exercice 2016.

Les décaissements liés aux coûts **de réorganisation** représentaient 6,5 millions d'euros.

Les **coûts d'intégration** post acquisition s'élevaient à 20,1 millions d'euros en 2017.

Les **investissements financiers nets** d'un montant de 2,0 millions d'euros étaient principalement relatifs aux titres de participation non consolidés.

Les « **Autres variations** » pour 8,4 millions d'euros correspondaient principalement :

- Aux pertes de change et autres coûts financiers pour 4,9 millions d'euros ;
- A d'autres coûts non récurrents pour 3,5 millions d'euros.

Par conséquent, le **flux de trésorerie disponible** généré au cours de l'exercice 2017 atteignait 176,0 millions d'euros.

Le montant des acquisitions nettes de 220,1 millions d'euros correspondent essentiellement aux prix des acquisitions réalisées en 2017 (First Data Baltics, Digital River World Payment, MRL Posnet, Diamis et In Touch) ainsi que la trésorerie ou la dette de la société acquise à la date de réalisation de l'opération. Ce montant inclut également les impacts relatifs à la cession de l'activité Chèque Service et de Paysquare Belgique.

En décembre 2017, **l'augmentation de capital** d'un montant de 10,7 millions d'euros correspondait à l'émission d'actions nouvelles suivant l'exécution des plans de stock-options émis en septembre 2014 et septembre 2015.

En juin 2016, le **produit de cession de l'action Visa** pour 35,6 millions d'euros représentait l'encaissement de trésorerie de la cession de l'action Visa en Belgique.

La variation de **cours de monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a généré une diminution de la trésorerie nette de 5,1 millions d'euros.

E.3.2.1 Politique de financement

Structure de financement

Les besoins de liquidités estimés de Worldline sont complètement couverts par sa trésorerie positive ou, si besoin, par des emprunts à long terme et autres instruments financiers à long terme.

Le 26 juin 2014, dans le cadre de cette politique, Worldline SA a souscrit une facilité de crédit renouvelable auprès de Atos SE pour un montant de 300 millions d'euros lui permettant de couvrir ses besoins de liquidités, y compris ceux liés aux fluctuations saisonnières de son besoin en fonds de roulement, reconduit le 2 novembre 2015. Le 2 janvier 2016, cette facilité de crédit a été transférée d'Atos SE à Bull International, filiale du groupe Atos. La facilité de crédit renouvelable dispose d'une maturité au 26 juin 2019. Elle a été conclue aux conditions habituelles du marché, et ne comporte pas de ratio bancaire.

Politique d'investissement

Worldline a pour politique de louer ses espaces de bureaux et autres actifs immobiliers administratifs ou opérationnels. Certains actifs immobilisés, tels que le matériel informatique ou les véhicules de société, peuvent faire l'objet d'un financement par le biais de contrats de location simple ou de location-financement. Ces contrats de location simple ou de location - financement sont sélectionnés en fonction du coût de financement et du type de solution le mieux adapté aux actifs concernés.

E.4 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

E.4.1

E.4.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En millions d'euros)		Exercice 2017	Exercice 2016
Chiffre d'affaires	Note 3	1 593,9	1 309,2
Charges de personnel	Note 4	- 611,6	- 536,3
Charges opérationnelles	Note 5	- 729,2	- 576,3
Marge opérationnelle		253,1	196,6
En % du Chiffre d'affaires		15,9%	15,0%
Autres produits et charges opérationnels	Note 6	- 67,6	13,3
Résultat opérationnel		185,5	210,0
En % du Chiffre d'affaires		11,6%	16,0%
Charges financières		- 11,5	- 13,6
Produits financiers		3,4	7,7
Résultat financier	Note 7	- 8,1	- 5,9
Résultat avant impôt		177,4	204,0
Charge d'impôt	Note 8	- 44,1	- 53,7
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,1	0,0
RESULTAT NET		133,4	150,4
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		105,5	144,2
- participations ne donnant pas le contrôle	Note 10	27,9	6,2

(En euros et en nombre d'actions)

Nombre moyen pondéré d'actions		132 557 598	132 102 935
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère	Note 11	0,80	1,09
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		133 329 234	132 425 942
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère	Note 11	0,79	1,09

E.4.3 ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En millions d'euros)		Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net de la période		133,4	150,4
Autres éléments du résultat global			
- à reclasser en compte de résultat (recyclable):		- 16,2	- 43,9
Variation de la juste valeur des instruments financiers		- 0,1	0,1
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		3,7	- 43,7
Variation de la réserve de conversion		- 20,6	- 0,5
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres		0,8	0,2
- non reclassés en compte de résultat (non-recyclable):		9,2	- 17,8
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite		11,5	- 22,2
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres		- 2,3	4,4
Total autres éléments du résultat global		- 7,0	- 61,7
Total Résultat global		126,4	88,7
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		97,7	81,3
- participations ne donnant pas le contrôle		28,7	7,4

E.4.4 ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

(En millions d'euros)		31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
ACTIF			
Goodwill	Note 12	933,8	766,4
Immobilisations incorporelles	Note 13	352,6	312,2
Immobilisations corporelles	Note 14	129,2	103,8
Actifs financiers non courants	Note 15	35,4	27,8
Impôts différés actifs	Note 9	52,4	45,3
Total des actifs non courants		1 503,4	1 255,4
Clients et comptes rattachés	Note 16	315,6	294,9
Impôts courants		14,1	6,7
Autres actifs courants	Note 18	136,3	129,0
Créances liées à l'activité d'intermédiation	Note 17	316,6	249,6
Instruments financiers courants		0,4	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 19	355,8	374,0
Total des actifs courants		1 138,9	1 054,5
TOTAL DE L'ACTIF		2 642,2	2 309,9

(En millions d'euros)		31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
PASSIF			
Capital social		90,4	90,0
Primes		259,2	248,7
Réserves consolidées		843,6	675,0
Ecart de conversion		-47,3	-26,7
Résultat de l'exercice		105,5	144,2
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		1 251,3	1 131,1
Participations ne donnant pas le contrôle	Note 10	175,1	160,9
Total capitaux propres		1 426,4	1 292,0
Provisions retraites et assimilées	Note 21	116,0	131,6
Provisions non courantes	Note 22	14,2	8,0
Passifs financiers	Note 23	3,1	2,2
Impôts différés passifs	Note 9	57,4	47,2
Autres passifs non courants		0,0	0,4
Total des passifs non courants		190,7	189,5
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 24	264,1	223,7
Impôts courants		51,2	37,5
Provisions courantes	Note 22	12,0	22,4
Instruments financiers courants		0,2	0,1
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 23	43,6	24,1
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	Note 17	316,6	249,6
Autres passifs courants	Note 25	337,5	271,1
Total des passifs courants		1 025,2	828,4
TOTAL DU PASSIF		2 642,2	2 309,9

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

E.4.5 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(En millions d'euros)		Exercice 2017	Exercice 2016 (*)
Résultat avant Impôt		177,4	204,0
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 5	90,5	54,6
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-9,3	0,2
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		2,1	2,0
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		12,9	-0,8
Amortissement de la Relation Clients		14,2	6,1
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		0,4	-44,1
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		7,1	6,8
Pertes/(Gains) sur instruments financiers		-	-0,2
Coût de l'endettement financier net	Note 7	1,1	0,6
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		296,3	229,2
Impôts payés		-44,1	-39,1
Variation du besoin en fonds de roulement		33,8	33,4
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		286,0	223,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-107,0	-85,3
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,1	0,2
Investissements d'exploitation nets		-106,8	-85,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-238,5	-142,8
Trésorerie des sociétés acquises / cédées durant l'exercice		17,9	37,4
Encaissements liés aux cessions financières		1,7	35,9
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-2,6	-
Investissements financiers nets		-221,4	-69,5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-328,2	-154,6
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		10,7	4,4
Augmentation de capital souscrite par des actionnaires sans contrôle		-	3,1
Souscription de nouveaux emprunts	Note 23	18,3	0,8
Nouveaux contrats de location-financement	Note 23	0,1	-
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 23	-2,6	-0,6
Coût de l'endettement financier net payé		-1,1	-0,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		25,5	7,2
Variation de trésorerie		-16,8	76,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		357,0	277,9
Variation de trésorerie	Note 23	-16,8	76,0
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-6,1	3,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 19	334,2	357,0

(*) 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

E.4.6 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(En millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées			Résultat de l'exercice	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
				Réserves consolidées	Variations de périmètre	Ecart de conversion				
Au 1^{er} janvier 2016	131 926	89,7	241,5	581,1	-200,8	-26,2	103,4	788,7		788,7
* Augmentation de capital	421	0,3	7,2					7,5		7,5
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				103,4			-103,4			
* Options de souscription d'actions et assimilées				6,8				6,8		6,8
* Variations de périmètre					246,8			246,8	153,5	400,3
Transactions avec les actionnaires	421	0,3	7,2	110,2	246,8	-	-103,4	261,1	153,5	414,6
* Résultat net de la période							144,2	144,2	6,2	150,4
* Autres éléments du résultat global				-62,3		-0,5		-62,9	1,2	-61,7
Total du résultat global de la période	-	-	-	-62,3	-	-0,5	144,2	81,3	7,4	88,7
Au 31 décembre 2016	132 347	90,0	248,7	629,0	46,0	-26,7	144,2	1 131,1	160,9	1 292,0
* Augmentation de capital	552	0,4	10,5					10,9		10,9
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				144,2			-144,2	0,0		0,0
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,1				7,1		7,1
* Variations de périmètre					14,5			14,5	-14,5	
* Transaction sous contrôle commun				-9,9				-9,9		-9,9
Transactions avec les actionnaires	552	0,4	10,5	141,3	14,5		-144,2	22,6	-14,5	8,1
* Résultat net de la période							105,5	105,5	27,9	133,4
* Autres éléments du résultat global				12,8		-20,6		-7,8	0,7	-7,1
Total du résultat global de la période	-	-	-	12,8		-20,6	105,5	97,7	28,7	126,4
Au 31 décembre 2017	132 899	90,4	259,2	783,1	60,5	-47,3	105,5	1 251,3	175,1	1 426,4

E.4.7 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

E.4.7.1 Préambule

Worldline SA, Société Mère du groupe Worldline, est une société anonyme de droit français, dont le siège est situé au 80, quai Voltaire, 95879 Bezons, France. La Société est immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés à Pontoise sous le numéro 378 901 946 RCS Pontoise. Les actions Worldline SA sont cotées sur le marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0011981968 et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Worldline SA est la seule société cotée du Groupe. La société est dirigée par un conseil d'administration.

Worldline est un leader européen et un acteur mondial de référence dans le secteur des paiements et des services transactionnels. Les activités de Worldline sont organisées autour de trois axes : Services Commerçants, Services financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels.

Worldline SA est détenue majoritairement par Atos SE, sa mère ultime, dont les actions sont cotées sur le marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0000051732.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 19 février 2017. Ces états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 24 mai 2018.

E.4.7.2 Base de préparation et principes comptables

Base de préparation des comptes consolidés

Conformément à la réglementation européenne n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux normes comptables internationales, telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2017. Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont conformes à ces normes et interprétations qui sont consultables sur : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_en.htm

Au 31 décembre 2017, les normes comptables et interprétations approuvées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiée par l'« International Accounting Standards Board » (IASB). Par conséquent, les états financiers du Groupe sont préparés selon les normes IFRS et interprétations telles que publiées par l'IASB.

Les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire pour le Groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017 n'ont pas eu d'impact significatif pour les comptes consolidés.

- Amendements à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir
- Amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre des pertes latentes
- Améliorations annuelles des IFRS (2014-2016) – diverses normes (Amendement à IFRS 12)

De nouvelles normes et amendements de normes publiés entreront en vigueur pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2017. Bien que leur adoption anticipée soit permise, les nouvelles normes et les amendements de normes suivants n'ont pas été appliqués pour la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 15, applicable pour le groupe Worldline à compter du 1er janvier 2018 et IFRS 16, applicable au groupe Worldline à compter du 1er janvier 2019 auront un impact significatif sur les comptes du groupe.

IFRS 15

IFRS 15 constitue le cadre de référence permettant de déterminer si des revenus doivent être comptabilisés, pour quel montant et à quelle date. Cette nouvelle norme remplace les dispositions existantes sur la comptabilisation du revenu, notamment IAS 18 – Produits des activités ordinaires, IAS 11 – Contrats de construction et IFRIC 13 – Programmes de fidélisation de la clientèle. IFRS 15 sera mise en œuvre pour le groupe Worldline à compter du 1er janvier 2018. Le groupe Worldline a participé à un groupe de travail au sein du Syntec Numérique visant à identifier les impacts du nouveau référentiel au sein de la profession. Le groupe a également mené une analyse de son portefeuille de contrats afin de chiffrer les impacts attendus dans ses comptes consolidés.

Principal ou Agent

Le groupe a mené une analyse de la nature de ses relations vis-à-vis de ses clients afin de déterminer s'il agit en tant que principal ou en tant qu'agent dans la réalisation du contrat ou d'une partie du contrat quand le groupe est amené à revendre des équipements, des logiciels ou des services.

Sous IAS 18, le groupe prend comme principaux critères les notions de risques et avantages pour déterminer s'il agit en tant que principal ou agent dans une transaction. Sous IFRS 15, le groupe est désormais considéré comme agissant en tant que principal s'il contrôle les biens ou les services avant de les transférer à son client.

Identification des obligations de performance au sein d'un contrat à phases multiples

Le Groupe a effectué les analyses sur les contrats où les critères d'IFRS 15 pouvaient modifier les règles de reconnaissance du revenu.

Pour les phases de mises en route, aucune modification n'a été identifiée. Worldline appliquera l'expédient pratique de la norme IFRS 15 et comptabilisera les produits lors de la facturation, la facturation étant échelonnée avec la livraison au client.

Comme Worldline fournit une plus-value à ses clients dans le cadre des phases de construction, les phases de construction seront considérées comme une obligation distincte selon IFRS 15 et les revenus seront reconnus pendant la phase de construction (pas de changements attendus par rapport aux pratiques précédentes).

Coûts d'obtention des contrats

Sous IFRS 15, les coûts incrémentaux d'acquisition des contrats pluriannuels doivent être capitalisés. Ce changement n'aura pas d'impact sur les comptes du groupe.

Impacts attendus dans les comptes consolidés

Le groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective intégrale en retraitant ses données comparatives 2017. Le chiffre d'affaires 2017 consolidés du groupe sera impacté de l'ordre de -2.6% majoritairement du fait de la requalification de transactions de principal à agent. L'effet cumulé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 sera nul.

IFRS 16

La norme IFRS 16 est applicable au groupe Worldline à compter du 1er janvier 2019. Cette nouvelle norme remplace les normes IAS 17 – Contrats de Location, SIC 15 – Avantages dans les contrats de location simple, et SIC 27 – Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location. Il existe des exemptions pour les contrats de location de courte durée ou de faible valeur.

IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les locataires. Le Groupe, comme locataire, reconnaît un « droit d'usage » à l'actif représentant son droit à utiliser l'actif sous-jacent et une dette représentative de son obligation de paiement des loyers.

Le Groupe a effectué une première analyse des impacts potentiels de l'application d'IFRS 16 sur ses comptes consolidés mais n'a pas encore achevé son analyse complète. A date, les principaux impacts attendus résident dans la reconnaissance de droits d'usage et des dettes associés relatifs aux contrats de location immobiliers et d'équipements informatiques. Par ailleurs, la nature des charges encourues va évoluer des charges de loyer opérationnelles vers un amortissement du droit d'usage et un intérêt financier sur la dette associée.

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » est applicable pour le groupe à compter du 1er janvier 2018. L'application de cette norme n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe Worldline.

IFRS 9

La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Les trois principaux sujets ont été amendés par IFRS 9.

Classification des actifs financiers

IFRS 9 prévoit une nouvelle approche en matière de classement et d'évaluation des actifs financiers. La norme présente trois classes d'actifs financiers, ceux évalués au coût amorti, ceux évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces nouvelles dispositions en matière de classement n'auront pas d'impact significatif sur la manière dont le groupe comptabilise les créances clients, prêts, placements à court terme et titre de capitaux propres.

Dépréciation – Actifs financiers et actifs de contrats

IFRS 9 remplace le modèle de « pertes encourues » d'IAS 39 par celui, plus prospectif, des « pertes de crédit attendues ».

Créances incluant les actifs de contrats

Le Groupe a évalué les pertes effectivement encourues au cours des dernières années sur son portefeuille clients et a conclu que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 n'a pas d'impact matériel sur les comptes du groupe par rapport au modèle IAS 39.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les placements détenus par le groupe le sont auprès d'institutions financières dont la majorité est notée de A- à AA-. L'impact du nouveau modèle a été calculé sur la base de la notation S&P et n'a pas d'impact matériel sur les comptes du Groupe.

Comptabilité de couverture

Lors de la première application d'IFRS 9, le Groupe a le choix de continuer d'appliquer les dispositions d'IAS 39 en matière de comptabilité de couverture et non celles d'IFRS 9. Le Groupe a choisi d'appliquer IFRS 9 pour sa comptabilité de couverture.

Le groupe utilise des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie attribuable aux variations des cours de changes liées aux achats et ventes en monnaie étrangère.

Seule la variation de juste valeur de l'élément « prix » au comptant du contrat de change à terme est désignée en tant qu'instrument de couverture dans les relations de couverture de flux de trésorerie. Selon IAS 39, la variation de valeur de l'élément « temps » des contrats de change à terme (élément de report/déport) est comptabilisée immédiatement en résultat.

En adoptant IFRS 9, le groupe a choisi de comptabiliser les éléments de report/déport séparément en « coûts de couverture ». Ils seront désormais comptabilisés en autres éléments du résultat global et accumulés en réserve de coûts de couverture, dans une composante séparée des capitaux propres, avant d'être comptabilisés ultérieurement, comme les gains et pertes accumulés dans la réserve de couverture des flux de trésorerie.

L'impact de ce changement de méthode comptabilité de couverture au 1^{er} janvier 2018 est une baisse des réserves consolidées n'est pas significatif.

Il n'est pas attendu d'impact significatif de ces autres normes et amendements de normes d'application, non obligatoires à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017 et potentiellement applicables aux comptes consolidés du Groupe.

- Améliorations annuelles des IFRS (2014-2016) – diverses normes (Amendements à IFRS 1 et IAS 28)
- Amendements à IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions
- Amendements à IAS 40 – Transferts des immeubles de placements
- Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise (amendements à IFRS 10 et à IAS 28)
- IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée »
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

Activités d'intermédiation

L'activité d'Acquisition Commerçants (Commercial Acquiring) de Worldline consiste à gérer le processus d'autorisation de paiement par carte bancaire des clients des commerçants. Le rôle principal de l'Acquéreur consiste à transférer les fonds reçus dans le cadre d'une transaction par carte de la banque émettrice du porteur de carte au compte bancaire du commerçant.

A travers ces activités d'intermédiation, Worldline et ses filiales font face à des fluctuations de trésorerie dues au délai qui peut exister entre le paiement fait aux commerçants et la réception des fonds de la part des schémas de paiement (Visa, MasterCard ou les autres schémas de paiement). Des commissions d'interchange sont également définies par ces schémas de paiement, excepté quand un contrat bilatéral existe entre l'Acquéreur et l'Emetteur de la carte. Worldline n'ayant pas conclu ce type d'accord avec les Emetteurs, les commissions d'interchange sont ainsi totalement fixées par les schémas de paiement.

Par le passé, le Groupe compensait les actifs et les passifs liés aux activités d'intermédiation (fonds reçus d'avance et dettes envers les commerçants). Par ailleurs, le Groupe présentait les commissions d'interchange collectées auprès des commerçants en trésorerie et reconnaissait un passif pour le montant correspondant à reverser à l'Emetteur. Les commissions liées aux activités d'interchange n'étaient pas compensées. Au cours des dernières années, le Groupe a réalisé plusieurs acquisitions de sociétés dans le secteur de l'activité d'Acquisition Commerçants. Le Groupe a constaté que, dans certaines sociétés acquises, le décalage des flux d'intermédiation pouvait être plus long que celui observé précédemment au sein de Worldline. Le Groupe a par ailleurs noté que la présentation décompensée des flux d'intermédiation au bilan était devenue la pratique courante parmi les acteurs les plus importants du marché d'Acquisition Commerçants publiant leurs états financiers en normes IFRS ou US Gaap.

Afin de tenir compte de la nouvelle particularité des sociétés acquises et de permettre une meilleure comparabilité de ses états financiers avec les principaux acteurs du marché, le Groupe a décidé de ne plus compenser les actifs et les passifs liés aux activités d'intermédiation, en les isolant sur des lignes dédiées d'actifs et de passifs courants (y compris les commissions d'interchange). Le Groupe estime que ce changement dans la présentation fournit des informations plus pertinentes sur les impacts de l'activité d'Acquisition Commerçants dans les états financiers consolidés de Worldline. Ce changement dans la présentation a été appliqué rétrospectivement et Worldline a retraité ses états financiers afin de présenter les positions des activités d'intermédiation dans les actifs et passifs courants.

Les effets du changement de présentation sur les éléments de trésorerie sont: -47 millions d'euros sur la position de trésorerie nette d'ouverture de 2016, -3,9 million d'euros sur le flux de trésorerie disponible de 2016 et -51 millions d'euros sur la position de trésorerie nette d'ouverture de 2017.

Voir note 17 Activités d'intermédiation

Transaction entre entités sous contrôle commun

Dans le but de mieux refléter la substance économique des transactions entre entités sous contrôle commun, le Groupe a décidé de choisir la comptabilisation des actifs et passifs des entités acquises sous contrôle commun à la valeur historique dans les comptes consolidés en IFRS de Worldline. La différence entre le prix d'acquisition et l'actif net est reconnue directement en réserves.

Les états financiers consolidés sont présentés dans la devise fonctionnelle du Groupe, en euros. Tous les montants sont présentés en millions d'euros avec une décimale. Cette présentation peut aboutir à des écarts d'arrondis entre les chiffres présentés dans les différents tableaux et leurs totaux ou sous-totaux.

Les règles énoncées ci-dessous ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés dans ce rapport.

Estimations comptables et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté. Les estimations, hypothèses et jugements qui pourraient entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs sont essentiellement liés aux éléments suivants :

Les tests de dépréciation du goodwill

Le goodwill fait l'objet de tests de dépréciation au minimum annuellement, conformément aux principes comptables énoncés ci-après. Les valeurs recouvrables des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondent à la valeur la plus élevée entre leur valeur d'utilité ou de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les calculs nécessitent l'utilisation d'estimations telles que décrites en Note 13 « Goodwill » des états financiers.

La reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts liés aux contrats à long terme

Le chiffre d'affaires et les coûts associés, y compris les pertes à terminaison prévues, sont évalués conformément aux principes comptables exposés ci-après. Les coûts totaux prévus des contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles telles que des prévisions d'activité ou des écarts de coûts qui ont une incidence directe sur le niveau de chiffre d'affaires et les éventuelles pertes à terminaison comptabilisées.

La capitalisation des frais de développement

Le groupe reconnaît à l'actif les frais de développement qui correspondent à des solutions techniques développées spécifiquement pour des clients ou disponibles pour les clients du Groupe. Le critère de reconnaissance de ces actifs requiert un certain jugement et une vision globale des coûts pouvant être capitalisés. Ces frais de développement capitalisés sont amortis sur la durée de vie moyenne estimée de l'actif (cf. Note sur les principes comptables « Immobilisations incorporelles autres que le goodwill » et la note 14 « Immobilisations incorporelles »).

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont toutes des entités dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle. Le contrôle se caractérise par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, généralement mais pas systématiquement accompagné de la détention de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et les effets des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes de direction et l'existence de droits de veto sont autant d'éléments pris en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle cesse d'exister.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sans pour autant les contrôler exclusivement ou conjointement. En général, le Groupe détient entre 20% et 50% de droits de vote, bien que cela ne soit pas systématique. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées par mise en équivalence.

Conversion des états financiers en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des sociétés situées à l'extérieur de la zone euro sont convertis au taux de change de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de la période. Les écarts de conversion du bilan et du compte de résultat proviennent des variations de taux de change qui sont identifiées comme élément du résultat global sous l'intitulé « Ecart de conversion ».

Dans le cadre de l'acquisition d'une société située à l'extérieur de la zone euro, le goodwill et les ajustements de juste valeur sont considérés comme des actifs et des passifs de cette société et convertis en euros au taux de change de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant une activité dans une économie hyper inflationniste.

Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle au taux de change des jours des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financiers », sauf si la comptabilité de couverture est appliquée.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Services

Les activités de services constituent la majeure partie du chiffre d'affaires du Groupe.

Le chiffre d'affaires découlant des activités transactionnelles, notamment dans le domaine des paiements, est reconnu au cours de la période durant laquelle le traitement a été achevé.

Le produit des abonnements est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

Le chiffre d'affaires pour les projets de développement et / ou de migration plateformes avec des clients sont reconnus au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus du contrat. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » pour la part des produits à recevoir et en « Autres passifs courants » pour la part des produits constatés d'avance. Lorsque le résultat d'un contrat au forfait ne peut être estimé de façon fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables.

Les revenus relatifs aux autres services effectués pour le compte de clients sont reconnus au moment de l'achèvement de la prestation de service.

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément. Un ensemble de contrats est regroupé et traité comme un seul et unique contrat, lorsque cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global, que les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale et que les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Le Groupe effectue, de manière régulière et dans certaines circonstances particulières, des analyses de rentabilité des contrats de services afin de déterminer si les dernières estimations de chiffres d'affaires, de coûts et d'avancement nécessitent d'être révisées. Si, ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement couvrant la perte dans son intégralité.

Vente de terminaux

Les revenus de la vente de terminaux de paiement installés par le personnel technique de l'entreprise

sont reconnus au moment de l'installation. Dans le cas où les terminaux de paiement sont uniquement livrés à un grossiste, les revenus de leur vente ne sont reconnus qu'au moment de la livraison des biens, conformément à l'incoterm convenu.

Les revenus de la location de terminaux aux commerçants sont reconnus linéairement sur la durée du contrat. Une reconnaissance identique des revenus découlant des contrats d'entretien et de maintenance a été appliquée, c'est-à-dire un étalement sur la durée du contrat.

Agent

Lorsque le Groupe agit comme un agent entre le client et le fournisseur, le chiffre d'affaires est comptabilisé net des facturations des fournisseurs. Les indicateurs généralement considérés pour déterminer si le Groupe agit ou non comme un agent sont notamment la responsabilité contractuelle vis-à-vis du client, la responsabilité du risque de crédit et du risque de niveau de service et la valeur ajoutée apportée aux prestations ou aux produits du fournisseur.

Le chiffre d'affaires de la division « Services commerçants » est présenté net des commissions d'interchanges bancaires perçues pour le compte des émetteurs de cartes.

Marge opérationnelle et Excédent Brut Opérationnel (EBO)

La marge opérationnelle reflète les opérations récurrentes du Groupe et exclut donc les produits et charges opérationnels inhabituels conformément à la recommandation de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n°2013-03 relative à la présentation des états financiers émise le 7 novembre 2013.

L'Excédent Brut Opérationnel se base sur la marge opérationnelle minorée des éléments sans impact sur les flux de trésorerie et exclut donc les dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions.

Autres produits et charges opérationnels

Les « Autres produits et charges opérationnels » sont constitués des produits et charges qui sont inhabituels et peu fréquents. Ils sont présentés après la marge opérationnelle.

Les dotations et reprises de provisions pour réorganisation et rationalisation et coûts associés sont classées dans le compte de résultat en fonction de leur nature :

- Les réorganisations directement liées aux activités opérationnelles sont classées en marge opérationnelle ;
- Les réorganisations liées aux regroupements d'entreprises ou considérées comme des plans inhabituels et peu fréquents sont classées en « Autres charges opérationnelles » ;
- Si un plan de réorganisation est comptabilisé en « Autres charges opérationnelles », les dépenses de rationalisation et coûts associés sur les locaux et bâtiments, relatives au plan, sont également présentées en « Autres charges opérationnelles ».

Les « Autres produits et charges opérationnels » incluent également les litiges majeurs, les plus et moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles, les pertes de valeur des actifs non financiers, l'amortissement des relations clients et brevets, l'amortissement des plans de rémunération fondés sur des actions et tout autre produit ou charge considéré comme inhabituel et peu fréquent.

Impôts courants et différés

La charge d'impôts correspond aux impôts exigibles à payer et aux impôts différés. Un impôt différé est calculé sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon la méthode du report variable. L'impôt différé est évalué en utilisant le taux d'imposition officiel qui sera en vigueur à la date de clôture de l'exercice où les différences temporaires se résorberont.

En cas de variation des taux d'impôts, les impôts différés sont ajustés en contrepartie du compte de résultat sauf si les variations concernent des éléments comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » ou directement en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au niveau d'une même entité fiscale lorsqu'elle a le droit de compenser les montants ainsi comptabilisés. Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporaires et aux pertes fiscales reportables sont comptabilisés lorsqu'ils sont considérés comme étant recouvrables pendant leur période de validité, en tenant compte d'informations historiques et prévisionnelles.

Les impôts différés passifs sur les différences temporaires liées au goodwill sont comptabilisés dans la mesure où les différences temporaires ne résultent pas de la comptabilisation initiale du goodwill.

Les impôts différés actifs sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an à la clôture, sur la base des données à fin décembre, des données budgétaires et des données issues des tests de dépréciation.

Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte pour le calcul du résultat par action de base ou dilué.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net (attribuable aux propriétaires de la Société Mère), ajusté du coût financier (net d'impôt) des instruments de dette dilutifs éventuels, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, majoré du nombre moyen d'actions qui, selon la méthode du rachat d'actions, auraient été émises si des instruments dilutifs éventuels avaient été convertis.

Regroupements d'entreprises et goodwill

Un regroupement d'entreprises peut impliquer l'achat des titres d'une autre entité, l'achat de l'actif net d'une autre société ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité qui, ensemble, constituent une ou plusieurs activités.

Les contrats de services majeurs avec transfert d'effectifs et d'actifs, qui permettent au Groupe de développer ou d'améliorer de manière significative sa position concurrentielle au sein d'un secteur d'activité ou d'une zone géographique, sont comptabilisés comme des regroupements d'entreprises.

Evaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entité acquise se définit comme étant la juste valeur à la date d'acquisition des actifs transférés par le Groupe, des passifs repris par le Groupe à l'égard des anciens propriétaires de l'entité acquise, et des parts de capitaux propres émises par le Groupe.

Les coûts liés à l'acquisition sont exclus de la contrepartie transférée et sont inscrits en charge lorsqu'ils sont encourus.

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la société acquise est estimé à sa juste valeur.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, des participations ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur des participations antérieurement détenues par l'acquéreur dans l'entité acquise sur le montant net des actifs et passifs identifiables repris à date d'acquisition. Si le montant net des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, après réévaluation, est supérieur à la somme de la contrepartie transférée, des participations ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur des participations antérieurement détenues par l'acquéreur dans l'entité acquise, la différence est reconnue immédiatement en produit au compte de résultat.

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentent au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Les UGT correspondent aux lignes de services définies par IFRS 8.

La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Quand la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur doit être comptabilisée en résultat opérationnel.

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de sa valeur comptable et de sa valeur recouvrable à la date de clôture sur la base des données de décembre et de projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de trois ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable n'est pas recouvrable.

De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêt.

Immobilisations incorporelles autres que le goodwill

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont principalement constituées de logiciels et de licences d'utilisation acquis directement par le Groupe, des coûts internes de développement de solutions informatiques ainsi que de logiciels et de relations clients acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Aucune immobilisation incorporelle résultant de travaux de recherche (ou d'une phase de recherche sur un projet interne) n'est reconnue. Les dépenses engagées au titre de la recherche (ou dans le cadre de phase de recherche de projet interne) sont reconnues en charges lorsqu'elles sont encourues.

Une immobilisation incorporelle résultant de travaux de développement (ou d'une phase de développement sur projet interne) peut être reconnue si et seulement si une entité peut démontrer l'ensemble des éléments suivants :

- La capacité technique à réaliser l'immobilisation incorporelle pour l'utiliser ou la vendre ;
- L'intention et la capacité d'achever le développement du logiciel et de l'utiliser ou de le vendre ;
- La capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La probabilité que des avantages économiques futurs résultent de l'utilisation cette immobilisation incorporelle doit être démontrée ;
- La disponibilité de ressources techniques, financières ou autres adéquates à la réalisation de l'immobilisation incorporelle ; et
- La capacité de mesurer de manière fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle durant sa phase de développement.

Les frais de développement immobilisés correspondent à des actifs développés pour l'utilisation propre du groupe, à des projets d'application spécifique pour des clients ou à des solutions technologiques innovantes mises à la disposition d'un groupe de clients. Ces projets font l'objet d'une analyse au cas par cas pour s'assurer qu'ils répondent bien aux critères de capitalisation. Ne sont capitalisés que les coûts de développement directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 12 ans pouvant se décomposer en 2 catégories :

- Pour les développements relatifs à des activités à cycle court ou liés à des contrats à courte durée, la période d'amortissement se situe entre 3 et 7 ans.
- Pour les développements basés sur des technologies à lente obsolescence et utilisés sur des activités à cycle long et des contrats de longue durée, la durée d'amortissement est de 5 à 12 ans avec un scénario standard de 7 ans. C'est le cas notamment des plateformes de paiement mutualisées.

Les relations clients comptabilisées lors d'un regroupement d'entreprises selon la norme IFRS 3 sont évaluées selon la méthode dite de *l'excess earnings*, qui consiste à effectuer la somme des marges opérationnelles futures attribuables aux contrats, après impôt et rémunération des actifs de support.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue, en marge opérationnelle. Les relations clients et les brevets acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilité attendue. L'amortissement correspondant est comptabilisé en autres charges opérationnelles.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement sur les durées d'utilité attendues suivantes :

- | | |
|----------------------------------|------------|
| • Constructions | 20 ans |
| • Agencements et installations | 5 à 20 ans |
| • Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| • Matériel de transport | 4 ans |
| • Matériel et mobilier de bureau | 5 à 10 ans |

Contrats de location

Les contrats de location d'actifs pour lesquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location-financement. Les actifs ainsi loués sont capitalisés au début du contrat à la valeur la plus faible entre leur juste valeur et la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs acquis dans le cadre de contrats de location financement sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du contrat si celle-ci est plus courte.

Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état consolidé de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées directement en résultat à moins qu'elles ne soient directement attribuables à un actif qualifié; dans ce cas, elles sont capitalisées selon la méthode générale utilisée par le Groupe pour la comptabilisation des coûts d'emprunt.

Les contrats de location pour lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charge de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location de terminaux de paiement sont des contrats de location simple dont le chiffre d'affaires est reconnu conformément aux principes exposés dans cette note (cf. § « Reconnaissance du chiffre d'affaires »).

Pertes de valeur des actifs autres que le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur.

S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, le Groupe évalue la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si un mode d'affectation raisonnable et cohérent peut être déterminé, les actifs de support sont aussi affectés à des unités génératrices de trésorerie prises individuellement; sinon, ils sont affectés au plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie pour lequel un mode d'affectation raisonnable et cohérent peut être déterminé.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable.

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont comptabilisés à la date de transaction.

Les cessions d'actifs financiers pour lesquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs transférés ne satisfont pas aux critères nécessaires à la décomptabilisation. Une dette est comptabilisée pour la contrepartie financière reçue. Les actifs transférés et la dette financière sont évalués à leur coût amorti.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont composés des participations non consolidées. Ils sont mesurés à la juste valeur et les variations de juste valeur sur de tels actifs sont comptabilisées en autres éléments du résultat global. Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, le cumul des ajustements de juste valeur comptabilisés en autres éléments du résultat global est porté au compte de résultat.

Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur boursière. Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est généralement définie en fonction des critères financiers appropriés à la situation spécifique du titre. Lorsque la juste valeur de ces actifs financiers n'est pas déterminable de manière fiable, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

En général, les prêts sont classés dans les actifs financiers non courants à l'exception des montants en transit dans le cadre des activités de paiement qui figurent en trésorerie et équivalents de trésorerie pour la valeur nette entre les sommes collectées et celles à reverser aux bénéficiaires. Les prêts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur puis, ultérieurement, à leur coût amorti.

Actifs et passifs courants

Règles de présentation des actifs et des passifs courants

Les actifs et les passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, lequel peut s'étendre au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice. Tous les autres actifs et passifs sont non courants. Les actifs et les passifs courants à l'exclusion de la part à court terme des emprunts, des créances financières et des provisions constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

Stocks

Les stocks comptabilisés dans le poste « Autres actifs courants », essentiellement stocks de terminaux, sont évalués au plus faible de leurs coûts et de leurs valeurs nettes de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les frais accessoires.

Créances clients

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis, ultérieurement, à leur coût amorti. La valeur nominale représente habituellement la juste valeur initiale des créances clients. Dans le cas d'un paiement différé à plus d'un an, les créances clients sont actualisées si l'effet de cette actualisation est significatif. Le cas échéant, une provision est constituée de manière individuelle pour prendre en compte d'éventuelles difficultés de recouvrement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de dépôts bancaires et des valeurs mobilières de placement. Ces valeurs mobilières de placement doivent être convertibles à court terme en liquidités en un montant connu et ne doivent être exposés à aucun risque significatif de perte de valeur. Ils sont détenus afin de faire face aux engagements de trésorerie à court terme et ont une maturité courte, en général 3 mois ou moins à compter de leur date d'acquisition.

Certains instruments tels que les dépôts à terme, qui ont dès l'origine une maturité plus longue mais autorisent les retraits anticipés et font l'objet d'une garantie de capital, peuvent également être classés en équivalents de trésorerie dans certaines circonstances. Les SICAV monétaires sont évaluées à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont enregistrées dans le résultat en « Autres produits et charges financiers ».

Pour les entités ayant souscrit à l'accord de convention de trésorerie du groupe, les positions bilancielle de disponibilités et de découverts bancaires relative à cet accord sont globalisées et seule la position nette créditrice ou débitrice est présentée dans le bilan consolidé du groupe.

Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur nette des frais d'émission. Les emprunts sont ultérieurement valorisés à leur coût amorti. Le calcul du taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements d'intérêts et l'amortissement des frais d'émission.

Les frais d'émission d'emprunts sont amortis en charges financières sur la durée de vie de l'emprunt. La valeur résiduelle des frais d'émission d'emprunts remboursés par anticipation est comptabilisée en charge de l'exercice au cours duquel le remboursement intervient.

Les découverts bancaires sont enregistrés dans la partie courante des emprunts.

Régimes de retraite et autres avantages à long terme

Les régimes d'avantages sociaux octroyés par le Groupe comportent des plans à cotisations définies et des plans à prestations définies. Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées au compte de résultat du Groupe sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services afférents ont été rendus par les bénéficiaires.

L'évaluation des engagements du Groupe au titre des régimes à prestations définies s'effectue sur la base d'une méthode actuarielle unique dite des unités de crédit projetées. Cette méthode repose sur des hypothèses spécifiques, détaillées en Note 21 « Régimes de retraites et autres avantages à long terme », qui sont périodiquement mises à jour, en liaison étroite avec les actuaires externes du Groupe.

Les actifs du régime généralement constitués au sein d'entités légales séparées sont évalués à leur juste valeur, mesurée en date de clôture. Leur juste valeur est déterminée sur la base d'évaluations externes fournies par les dépositaires et gestionnaires de fonds de retraite et sujettes à d'autres vérifications complémentaires lorsque le Groupe le juge nécessaire.

D'un exercice à l'autre, les différences entre d'une part les passifs anticipés et leurs montants réestimés, d'autre part le niveau attendu des actifs dédiés et leur niveau réel, constituent les écarts actuariels. Ces écarts peuvent provenir de changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience créés par la non-réalisation, au cours de l'exercice, des hypothèses retenues à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts actuariels générés sur la période sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ».

Le coût des régimes de retraite et des autres avantages à long terme est reconnu en « Marge opérationnelle », à l'exception de la charge d'intérêt sur les engagements nets qui est comptabilisée en « Autres produits et charges financiers ».

Paiements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions représentant des paiements fondés sur des actions, dénoués en instruments de capitaux propres, sont régulièrement attribuées aux dirigeants et à certains employés. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle binomial de valorisation des options et en tenant compte d'hypothèses de rotation du personnel et d'atteinte de condition de performance. Les variations de juste valeur des options après la date d'attribution n'ont aucun impact sur la valorisation initiale. La juste valeur des options est comptabilisée linéairement en « Autres charges et produits opérationnels » depuis 2016, pendant la période d'acquisition des droits, en contrepartie des capitaux propres.

Les plans d'actionnariat salariés permettent aux employés de souscrire à des actions du Groupe à un prix incluant une décote. Les actions sont soumises à une période d'incessibilité. La méthode d'évaluation de la charge de ces plans prend en compte :

- Le prix d'exercice correspondant à la moyenne des 20 derniers cours d'ouverture de bourse précédant la date d'attribution ;
- La décote octroyée aux salariés ;
- Le nombre d'actions gratuites attribuées en fonction des souscriptions individuelles ;
- L'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de restriction dans la mesure où cela affecterait le prix que paierait un intervenant du marché bien informé et consentant pour ces actions ; et
- La date d'attribution des droits qui est la date d'annonce du plan et de ses conditions générales (y compris le prix d'exercice) aux salariés.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le Groupe a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Le montant peut être estimé de manière fiable.

Note 1 Variation de périmètre**Equens- Paysquare**

Le 30 septembre 2016, Worldline a pris une participation de 63,6% dans equensWorldline et 100% dans Paysquare.

Ce regroupement d'entreprises comprend deux volets :

1/ EquensWorldline

L'apport par Worldline de son activité « Services financiers » à Equens a donné naissance à un nouvel ensemble dénommé « equensWorldline » détenu à 63,6 % par Worldline et 36,4% par les anciens actionnaires d'Equens.

Cette opération s'analyse, conformément à la norme IFRS 3, comme un regroupement d'entreprise avec une prise de contrôle d'equensWorldline par le Groupe Worldline et une cession par le Groupe Worldline aux anciens actionnaires d'Equens d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'activité « Services financiers ». En conséquence, equensWorldline est consolidée globalement par le groupe Worldline depuis le 1^{er} octobre 2016 et intégrée au sein de la ligne de services « Services financiers ».

S'agissant d'une transaction d'échange sans contrepartie versée en trésorerie, la contrepartie transférée par le Groupe Worldline aux anciens actionnaires d'Equens correspond à 36,4% de la juste valeur de l'activité « Services financiers », évaluée au total à 700 millions d'euros et la contrepartie reçue par le Groupe Worldline correspond à 63,6% de la juste valeur d'Equens, évaluée au total à 400,3 millions d'euros. Ces justes valeurs à la date de la transaction ont été déterminées par un évaluateur indépendant.

Si les actifs et passifs identifiables acquis d'Equens sont évalués à leur juste valeur dans les comptes consolidés du Groupe Worldline à la date du regroupement, les actifs et passifs de l'activité « Services financiers » demeurent à leur valeur nette comptable consolidée avant le regroupement, de même que la quote-part cédée aux anciens actionnaires d'Equens pour un montant de 7,8 millions d'euros.

Les impacts de cette opération sur les capitaux propres consolidés se décomposent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Activité "Services financiers" transférée aux participations ne donnant pas le contrôle	Contrepartie transférée pour l'acquisition d'Equens	Total
Part attribuable aux propriétaires de la Société Mère	(7.8)	254.6	246.8
Participations ne donnant pas le contrôle	7.8	145.7	153.5
Total capitaux propres consolidés	-	400.3	400.3

2/ Paysquare

Le 30 septembre 2016, Worldline a acquis d'Equens, sa filiale Paysquare (spécialisée dans l'activité Acquisition commerçants). Le prix payé est de 116,4 millions d'euros. Paysquare est consolidée globalement au sein du Groupe Worldline depuis le 1^{er} octobre 2016 et est intégrée au sein de la ligne de services « Services Commerçants ».

La juste valeur des actifs nets acquis d'Equens et Paysquare se décompose de la façon suivante :

(en € million)	Actifs et passifs repris identifiés - évaluation finale
Actifs immobilisés	178,2
Dette nette	36,6
Provisions	(55,3)
Autres actifs nets	(48,4)
Juste valeur des actifs et passifs identifiés	111,1

Les actifs et passifs acquis ont été analysés en 2017 sur la base d'une meilleure connaissance de l'activité acquise d'Equens - Paysquare. Ces analyses ont conduit à diminuer les capitaux propres acquis de 36,7 millions d'euros principalement en raison d'une dépréciation des actifs technologiques et de la comptabilisation d'une perte sur contrat, dont les faits générateurs ont une origine antérieure au 30 septembre 2016.

Goodwill final

Le Groupe a choisi de reconnaître les composants de participation ne donnant pas le contrôle d'Equens à la juste valeur (méthode du Goodwill complet).

(en € million)	Goodwill
Contrepartie transférée pour Equens	254,6
Contrepartie transférée pour Paysquare	116,4
Contrepartie Totale	371,0
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle	145,7
Capitaux propres acquis (Equens & Paysquare)	42,7
Valeur de la relation clients acquise nette d'impôt différé	68,4
Juste valeur des actifs nets identifiés	111,1
Total	405,6

La relation clients a été reconnue à un montant de 92,0 millions d'euros et est amortie sur une durée de 8,3 à 12,3 ans. Ces valeurs ont été déterminées par un expert indépendant.

Note 2 Autres événements significatifs de l'année

Autres acquisitions

KB Smartpay / Cataps

Cette entité est intégrée globalement depuis le 1er Octobre 2016 dans les états financiers de Worldline. L'acquisition a généré la comptabilisation d'une relation clients pour un montant de 23,6 millions d'euros amortie sur 11,3 années et un goodwill final de 30,4 millions d'euros. Le Groupe a reconnu une dette financière de 6,7 millions d'euros au 31 décembre 2016 correspondant à la juste valeur du droit de vente détenu par les participations ne donnant pas le contrôle, pour les 20% des actions résiduelles, exerçable à tout moment à compter de la date de la transaction.

First Data Baltics / Digital River World Payments / MRL Posnet

Pendant la deuxième moitié de l'année 2017, Worldline a réalisé l'acquisition de First Data Baltics ("FDB"), Digital River World Payments ("DRWP") et MRL Posnet ("MRL"). FDB est consolidé dans les états financiers depuis le 1^{er} octobre 2017 et DRWP et MRL depuis le 1^{er} novembre 2017. Ces acquisitions ont entraîné la reconnaissance de relations clients pour 49,1 millions d'euros amorties entre 14 et 16 ans et un goodwill préliminaire de 126,0 millions d'euros. La contrepartie totale a été de 218,8 millions d'euros.

A travers ces acquisitions, Worldline acquiert une position forte dans des pays en forte croissance comme

les pays baltes ou l'Inde et des perspectives de développement significatives dans les paiements en ligne. De nombreux leviers de synergie avec les activités de Worldline ont été identifiés permettant une accélération des ventes et de la profitabilité.

Diamis

Le Groupe a acquis le 21 décembre 2017 100% des actions de Diamis SA à Atos Intégration SA. L'entité est consolidée au 31 décembre 2017. Le Groupe a choisi de comptabiliser les transactions entre parties liées à la valeur historique dans les comptes consolidés IFRS de Worldline. L'écart entre le prix d'acquisition et l'actif net au 31 décembre est reconnu en capitaux propre.

In Touch

Total et Worldline ont signé des accords commerciaux, de financement et de coopération technologique les engageant avec la Fintech africaine In Touch. L'entité est consolidée dans les états financiers par la méthode de la mise en équivalence.

Cession

Worldline a cédé à sa direction via un MBO, avec effet au 1er juillet 2017, son activité Chèque Service en France, celle-ci ayant peu de synergies avec les autres activités de Worldline et étant dilutive pour la croissance et la profitabilité du Groupe. Chèque Service a enregistré un chiffre d'affaires de moins de 20 millions d'euros en 2016, avec une marge d'EBO dilutive par rapport à celle du Groupe.

Note 3 Information sectorielle par ligne de service

Les résultats des secteurs opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme étant le Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le reporting interne est défini par lignes de services (Services commerçants, Services financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels). Ces lignes de services ont été désignées par le Groupe comme les axes principaux d'analyse par le Directeur Général. Par conséquent, le Groupe présente les lignes de services comme secteurs opérationnels. Chaque ligne de services est dirigée par un membre dédié du Comité Exécutif.

Les indicateurs du compte de résultat ainsi que les actifs ont été alloués conformément à ces secteurs opérationnels par ligne de services. Pour l'EBO, la partie des coûts relative aux coûts de structure centrale n'a pas été allouée par ligne de service. Les actifs du groupe, les actifs partagés qui ne sont pas alloués par Ligne de Services se rapportent principalement à l'infrastructure partagée délivrant des prestations mutualisées aux trois lignes de services.

Le principal décideur opérationnel a organisé les segments opérationnels de la manière suivante :

Segments opérationnels	Divisions commerciales	Zones géographiques
Services Commerçants	Acquisition Commerçants, Cartes Privatives et Programmes de Fidélisation, Services en Ligne, Terminaux de paiement	Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Espagne, Etats Unis, France, Inde, Luxembourg, Malaisie, Pologne, République tchèque, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.
Services financiers	Traitements Emetteurs, Traitements Acquéreurs, Services de Banque en Ligne, Paiement	Allemagne, Belgique, Chine, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hong Kong, Indonésie, Italy, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Singapour, Taiwan, Pays-Bas et Royaume-Uni.
Mobilité & Services Web Transactionnels	Services Numériques pour les Gouvernements et les Services Publics, Services de billetterie Electronique, e-Consommateur & Mobilité	Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Chili, Chine, Espagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués aux conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également pour les tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	Services Commerçants	Services financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Total Groupe
Exercice 2017				
Chiffre d'affaires par ligne de services	535,5	708,3	350,0	1 593,9
% du chiffre d'affaires	33,6%	44,4%	22,0%	100,0%
Exercice 2016				
Chiffre d'affaires par ligne de services	439,6	500,0	369,6	1 309,2
% du chiffre d'affaires	33,6%	38,2%	28,2%	100,0%

Le chiffre d'affaires de la division « Services commerçants » est présenté net des commissions d'interchanges bancaires perçues pour le compte des émetteurs de cartes.

(En millions d'euros)	Services Commerçants	Services financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Structure centrale	Total Groupe
Exercice 2017					
Excédent Brut Opérationnel (EBO) par ligne de services	112,3	202,1	43,6	(22,6)	335,4
% du chiffre d'affaires	21,0%	28,5%	12,5%	-1,4%	21,0%
Exercice 2016					
Excédent Brut Opérationnel (EBO) par ligne de services	99,3	130,6	51,5	(22,6)	258,7
% du chiffre d'affaires	22,6%	26,2%	13,9%	-1,7%	19,8%

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est déterminé de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Marge opérationnelle	253,1	196,6	56,5
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	90,5	54,6	35,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	1,1	7,3	-6,2
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-10,1	3,0	-13,1
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	0,8	-2,8	3,6
EBO	335,4	258,7	76,6

Les actifs non courants détaillés ci-dessus par ligne de services sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(En millions d'euros)	Services Commerçants	Services financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Partagés (non alloués) *	Total Groupe
Exercice 2017					
Total des immobilisations par ligne de service	605,6	690,6	56,7	62,7	1 415,6
Goodwill	427,3	480,6	25,8	-	933,8
% du goodwill groupe	45,8%	51,5%	2,8%	-	100,0%
Immobilisations incorporelles	136,3	171,7	27,5	17,1	352,6
Immobilisations corporelles	42,0	38,3	3,3	45,5	129,2

(* Une partie des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas imputable directement à une ligne de service car ce sont des éléments d'actifs mutualisés et partagés entre les trois lignes de services.

	Services Commerçants	Services financiers	Mobilité & Services Web Transactionnels	Partagés (non alloués) *	Total Groupe
Exercice 2016					
Total des immobilisations par ligne de service	404,6	655,1	57,1	65,5	1 182,3
Goodwill	293,6	446,9	25,9	-	766,4
% du goodwill groupe	38,3%	58,3%	3,4%	-	100,0%
Immobilisations incorporelles	88,9	182,4	26,2	14,5	312,1
Immobilisations corporelles	22,1	25,8	5,0	51,0	103,8

(* Une partie des immobilisations incorporelles et corporelles n'est pas imputable directement à une ligne de service car ce sont des éléments d'actifs mutualisés et partagés entre les trois lignes de services.

L'information par région géographique pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)	France	Belgique	Allemagne & CEE	Royaume- Uni	Pays-Bas	Europe du nord et du sud	marchés émergents	Total Groupe
Exercice 2017								
Chiffre d'affaires par zone géographique	402,7	358,5	236,0	107,9	194,1	137,8	156,9	1 593,9
% du chiffre d'affaires	25,3%	22,5%	14,8%	6,8%	12,2%	8,6%	9,8%	100,0%
Exercice 2016								
Chiffre d'affaires par zone géographique	428,5	358,5	159,0	124,0	67,1	56,5	115,7	1 309,2
% du chiffre d'affaires	32,7%	27,4%	12,1%	9,5%	5,1%	4,3%	8,8%	100,0%

Les actifs non courants sont principalement constitués des goodwill et des frais de développement capitalisés, non affectables par géographie car ils bénéficient chacun à plusieurs zones géographiques à la fois. Le reste est constitué des immobilisations corporelles qui ne sont pas significatives.

Par conséquent, il n'est pas pertinent d'indiquer l'information des actifs non courants par géographie.

Note 4 Charges de personnel

(En millions d'euros)	Exercice 2017	% du chiffre d'affaires	Exercice 2016	% du chiffre d'affaires
Salaires & Charges sociales	-617,2	38,7%	-526,9	40,2%
Charges sociales	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Taxes, formation, intéressement et participation	-5,0	0,3%	-6,5	0,5%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	0,6	0,0%	0,1	0,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour engagements de retraite	10,1	-0,6%	-3,0	0,2%
Total	-611,6	38,4%	-536,3	41,0%

En 2017, la reprise nette aux provisions pour engagements de retraite a été impactée par la modification du règlement du plan Railways Pension Scheme (RPS) au Royaume Uni. Voir note 21 – Régimes de retraites et autres avantages à long terme

Note 5 Charges opérationnelles autres que charges de personnel

(En millions d'euros)	Exercice 2017	% du chiffre d'affaires	Exercice 2016	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-292,6	18,4%	-244,3	18,7%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-64,1	4,0%	-49,6	3,8%
Coûts de maintenance	-50,2	3,1%	-31,4	2,4%
Charges locatives	-59,1	3,7%	-45,0	3,4%
Télécommunications	-42,4	2,7%	-38,3	2,9%
Transports et déplacements	-14,0	0,9%	-11,8	0,9%
Véhicules d'entreprise	-9,6	0,6%	-7,9	0,6%
Honoraires	-41,8	2,6%	-42,9	3,3%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-8,8	0,6%	-10,2	0,8%
Redevances Schéma de paiements	-41,0	2,6%	-20,7	1,6%
Autres charges	-55,0	3,5%	-55,0	4,2%
Sous-total charges	-678,7	42,6%	-557,1	42,6%
Amortissements des immobilisations	-90,5	5,7%	-54,6	4,2%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	-1,4	0,1%	2,7	-0,2%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	-1,0	0,1%	-7,1	0,5%
Pertes sur créances irrécouvrables	-4,3	0,3%	-5,4	0,4%
Production immobilisée	46,6	-2,9%	45,4	-3,5%
Sous-total autres charges	-50,5	3,2%	-19,1	1,5%
Total	-729,2	45,7%	-576,3	44,0%

Note 6 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les produits et charges qui sont inhabituels et peu fréquents.

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Réorganisation des effectifs	-4,9	-4,5
Rationalisation et frais associés	-4,3	-4,5
Coûts d'intégration et d'acquisition	-25,6	-9,9
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-7,9	-6,8
Amortissement de la Relation Clients et des brevets	-14,2	-6,1
Autres	-10,8	45,0
Total	-67,6	13,3

Les 4,9 millions d'euros de coûts de **réorganisation des effectifs**, en augmentation de 0,4 million d'euros par rapport à 2016, sont principalement liés aux coûts de restructuration suite à l'acquisition d'Equens et Paysquare ainsi qu'à à l'adaptation de l'organisation du Groupe notamment en France et en Belgique.

Les 4,3 millions d'euros de **coûts de rationalisation et frais associés** comprennent principalement ceux engagés pour la poursuite du programme TEAM et pour la rationalisation des locaux en France et en Belgique. Ces coûts ont diminué de 0,2 million d'euros par rapport à 2016.

Les **coûts d'intégration** et d'acquisition d'un montant de 25,6 millions d'euros (augmentation de 15,7 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent) sont liés aux coûts post-intégration d'Equens et Paysquare. Ils incluent aussi les coûts liés aux acquisitions de First Data Baltics, Digital River World Payment et MRL Posnet pour un montant total de 2,7 million d'euros.

Les 14,2 million d'euros **d'amortissement de la relation clients et des brevets** correspondant principalement à :

- 10,0 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Equens et Paysquare
- 2,6 million d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Cataps
- 0,7 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et du carnet de commandes apportés par Quality Equipment et Siemens IT Solutions & Services;
- 0,4 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de technologies apportée par MRL Posnet et débutant au 1^{er} novembre 2017
- 0,3 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par First Data Baltics et débutant au 1^{er} octobre 2017
- 0,2 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de technologies apportée par Digital River World Payment et débutant au 1^{er} novembre 2017

Les **autres éléments** correspondant à des coûts exceptionnels s'élevaient à 10,8 millions d'euros. En 2016 ces autres éléments incluait le produit de cession de l'action Visa pour 51,2 millions d'euros.

Paiements fondés sur des actions

La charge de 7,9 millions d'euros enregistrée en « autres produits et charges opérationnelles » au titre des paiements fondés sur des actions (6,8 millions d'euros en 2016) est principalement composée des plans d'attributions d'actions gratuites mis en place en 2016 et 2017, des anciens plans de stock-options mis en place en 2015 et 2016 ainsi que des précédents plans d'actions gratuites Atos.

(In € million)	Exercice 2017	Exercice 2016
Plans d'actions de performance Worldline	6,5	1,2
Plans de stock-options	1,3	4,8
Plans d'actions de performance Atos	0,1	0,1
Plan d'actionnariat salarié Worldline	-	0,7
Total	7,9	6,8

Plans d'actions gratuites

Les plans d'actions de performance répondent aux règles suivantes:

- L'attribution des actions de performance est généralement subordonnée à une condition de présence au Groupe en tant que salarié ou mandataire social ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au Groupe Worldline ;
- L'attribution des actions de performance est aussi subordonnée à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers;
- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
 - Flux de trésorerie disponible du Groupe Worldline ;
 - Excédent brut opérationnel (OMDA) du Groupe Worldline ;
 - Croissance du chiffre d'affaires du Groupe Worldline.
- La période d'acquisition des actions varie selon les plans mais n'excède jamais trois ans et demi ;
- Un coefficient multiplicateur entre 85% et 115% est appliqué sur le nombre d'actions de performance au titre d'une sur ou sous performance ;
- La période de conservation est de zéro à un an ;
- Les plans d'actions de performance donnent droit à la livraison d'actions Worldline.

Le Groupe a mis en place deux nouveaux plans d'actions de performance l'un le 2 janvier 2017 et l'autre le 24 juillet 2017. La charge totale enregistrée durant l'exercice 2017 au titre des plans d'actions de performance en vigueur est détaillée comme suit :

Date d'attribution	25 juillet 2016		2 janvier 2017	24 juillet 2017
	Plan Français	Plan étranger		
Nombre d'instruments attribués	229 250	133 000	229 500	441 000
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	26,865	26,865	26,775	33,240
Date(s) d'acquisition	25 juillet 2018	25 juillet 2019	1 ^{er} février 2019 1 ^{er} septembre 2019 1 ^{er} avril 2020	24 juillet 2020
Durée de vie	2 ans	3 ans	2,0/2,65/3,25 ans	3 ans
Période de conservation	1 an	-	-	-
Taux sans risques	-0,047%	-	-	-
Coût de prêt emprunt	4,0%	-	-	-
Dividende prévu	1,10%	1,10%	1,10%	1,10%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	26,28	25,99	26,17/26,00/25,84	32,16
Charge reconnue en 2017 (en millions d'euros)	2,9	0,9	1,3	1,4

Plans de stock-options

Les plans de stock-options répondent aux règles suivantes:

- L'exercice des options est généralement subordonné à une condition de présence au Groupe en tant que salarié ou mandataire social ayant un contrat de travail ou un mandat social avec Worldline ou tout autre salarié d'une société liée au Groupe Worldline ;
- L'exercice des options est aussi subordonné à l'atteinte de critères de performance, financiers et non financiers;
- Les conditions de performance à caractère financier sont les suivantes :
 - Flux de trésorerie disponible du Groupe Worldline ;
 - Excédent brut opérationnel (OMDA) du Groupe Worldline ;
 - Croissance du chiffre d'affaires du Groupe Worldline.
- La période d'acquisition des droits varie selon les plans mais n'excède jamais deux ans ;
- La durée de vie des options varie selon les plans mais n'excède jamais huit ans et demi à partir de la date d'acquisition ;
- L'exercice de l'option donne droit à la livraison d'actions Worldline.

Le Groupe a reconnu une charge de 1,3 million d'euros au titre des plans de stock-options détaillés ci-dessous:

Date d'attribution	Charge 2017 (en million d'euros)	Nombre d'options attribuées initialement	Date d'acquisition	Nombre d'options acquises
1 ^{er} septembre 2015	0.8	1 558 500	15 mai 2017	1 404 000
25-mai-16	0.4	196 000	25 mai 2018	N/A
16 aout 2016	0.1	45 000	25 mai 2018	N/A
Total	1.3	1 799 500		1 404 000

Les caractéristiques des plans de stock-options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution	1^{er} septembre 2015	25 mai 2016	16 août 2016
Nombre d'options attribuées	1 558 500	196 000	45 000
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	21,38	27,10	27,35
Prix d'exercice (en euros)	22,87	26,82	28,58
Date d'acquisition	15 mai 2017	25 mai 2018	25 mai 2018
Volatilité prévue	21%	21%	21%
Date d'échéance attendue du plan	5 ans	5 ans	5 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,352%	-0,196%	-0,325%
Dividende prévu	1,10%	1,10%	1,10%
Juste valeur des options attribuées (en euros)	2,94	4,21	3,67
Charge reconnue en 2017 (en millions d'euros)	0,8	0,4	0,1

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des options de souscription d'actions de Worldline SA en circulation durant l'exercice:

	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euro)	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euro)
En circulation en début d'année	2 851 641,0	20,9	2 997 420,0	20,1
Attribuées durant l'année	-	-	241 000,0	27,1
Annulées durant l'année	-29 500,0	22,9	-129 500,0	21,5
Exercées durant l'année	-551 967,0	19,7	-257 279,0	17,2
Expirées durant l'année	-	-	-	-
En circulation en fin de période	2 270 174,0	21,2	2 851 641,0	20,9
Exerçables à la fin de l'année, en dessous du cours de l'action à la fin de l'exercice	2 270 174,0	21,2	2 851 641,0	20,9

Note 7 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe correspond à une charge nette de 8,1 millions d'euros sur l'exercice (contre une charge nette de 5,9 millions d'euros en 2016). Il est composé :

- d'un coût de l'endettement financier net de 1,1 million d'euros (0,6 million en 2016); et
- des charges financières non opérationnelles de 7,0 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net de 1,1 million d'euros, est composé de :

- 1,9 million d'euros de coûts sur l'endettement brut des filiales du groupe correspondant à un taux moyen annualisé de 1,06% ;
- 0,8 million d'euros de rémunération sur la trésorerie brute des filiales du groupe représentant un taux moyen annualisé de 0,28%.

Les autres produits et charges financiers sont principalement composés de pertes nettes de change pour 4,1 millions d'euros ainsi que des coûts financiers des régimes de retraite et autres avantages à long terme pour 2,1 millions d'euros (Cf. note 21 «Régimes de retraites et autres avantages long terme »).

Note 8 Charges d'impôts

Impôts courants et différés

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts courants	-52,0	-43,2
Impôts différés	7,9	-10,5
Total	-44,1	-53,7

Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif d'impôt se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net avant impôt	177.4	204.0
Taux courant d'imposition français	34.4%	34.4%
Impôt théorique au taux courant français	-61.1	-70.3
Effet des différences permanentes	5.8	26.2
Ecart de taux sur sociétés étrangères	11.1	8.1
Effet des actifs d'impôt non reconnus	4.5	-9.6
Effets des charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-2.4	-2.3
Effet des changements de taux sur les impôts différés	-2.3	-0.6
Retenues à la source	-1.1	-1.9
CVAE nette d'impôt	-2.4	-3.2
Crédits d'impôt français	2.4	1.8
Autres	1.4	-2.0
Charge d'impôt du Groupe	-44.1	-53.7
Taux effectif d'impôt	24.9%	26.3%

Note 9 Impôts différés

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Impôts différés actifs	52.4	45.3
Impôts différés passifs	57.4	47.2
Total impôts différés	-5.0	-1.9

Décomposition des actifs et passifs d'impôts différés par nature

(En millions d'euros)	Déficits fiscaux reportables	Relations contractuelles	Immobilisations	Retraites	Autres	Total
Au 31 décembre 2015	11,7	-2,2	9,5	17,5	1,3	37,8
Résultat de l'exercice	2,7	1,7	-5,5	1,6	-10,9	-10,4
Variation du périmètre	3,2	-26,9	-36,5	9,6	19,7	- 30,9
Capitaux propres	-	-	-	5,2	-0,5	4,7
Reclassements	-	-	-1,7	-	1,7	0,0
Différences de change	-	-0,2	-3,0	-0,1	0,3	-3,0
Au 31 décembre 2016	17,6	-27,6	-37,2	33,8	11,6	-1,9
Résultat de l'exercice	7,5	4,1	-9,5	0,4	5,3	7,8
Variation du périmètre	-	-13,8	5,3	0,2	-	- 8,3
Capitaux propres	-	-	0,9	-2,4	0,1	-1,4
Reclassements	-0,2	3,9	-14,2	-0,2	10,5	-0,2
Différences de change	-0,1	0,4	-0,2	-0,1	-1,0	-1,0
Au 31 décembre 2017	24,8	-33,0	-54,9	31,7	26,5	-5,0

Echéancier des déficits fiscaux reportables (en base)

(En millions d'euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Reconnus	Non reconnus	Total	Reconnus	Non reconnus	Total
2020	0.0	0.0	0.0	0.6	6.3	6.9
2021	3.0	6.6	9.6	0.0	0.0	0.0
Déficits fiscaux reportables à plus de 5 ans	0.0	0.0	0.0	12.7	0.0	12.7
Déficits fiscaux reportables ayant une échéance	3.0	6.6	9.6	13.3	6.3	19.5
Déficits fiscaux reportables indéfiniment	84.8	3.0	87.7	48.8	21.1	69.9
Total des déficits fiscaux reportables	87.8	9.5	97.3	62.1	27.4	89.4

Les pays disposant des déficits fiscaux reportables les plus importants sont en France (55,6 millions d'euros), en Espagne (18,9 millions d'euros), en Allemagne (9,5 millions d'euros), en Pologne (9,1 millions d'euros) et en Italie (1,2 millions d'euros).

Actifs d'impôts différés non reconnus par le Groupe

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Déficits fiscaux reportables	1,8	6,1
Différences temporaires	20,0	17,8
Total	21,8	23,9

Note 10 Participations ne donnant pas le contrôle

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	Résultat 2017	Augmentation de capital	Dividendes	Autres	31 décembre 2017
Equens	160,9	27,9	-	-	-13,8	175,1
Total	160,9	27,9	-	-	13,8	175,1

Note 11 Résultat net par action

(En millions d'euros et en unités)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère [a]	105,5	144,2
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la société mère [b]	105,5	144,2
Nombre moyen d'actions en circulation [c]	132 557 598	132 102 935
Impact des instruments dilutifs [d]	771 637	323 007
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	133 329 234	132 425 942
Résultat net par action en euros [a]/[c]	0,80	1,09
Résultat net par action dilué en euros [b]/[e]	0,79	1,09

Le résultat de base et le résultat dilué par action sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les potentiels instruments dilutifs incluant les stock-options, n'engendrent pas de retraitement sur le résultat net utilisé pour le calcul de résultat net par action dilué. Le nombre moyen d'options de souscription d'actions non exercées en 2017 s'élève à 2 270 174 options. A fin décembre 2017, les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions (correspondant à 771 637 options).

Note 12 Goodwill

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	Cessions Dépréciations	Regroupement d'entreprises	Variations de change	31 décembre 2017
Valeur brute	767,0	-	175,6	-8,2	934,4
Perte de valeur	-0,6	-	-	-	-0,6
Valeur nette	766,4	-	175,6	-8,2	933,8

(En millions d'euros)	31 décembre 2015	Cessions Dépréciations	Regroupement d'entreprises	Variations de change	31 décembre 2016
Valeur brute	380,7	-	387,4	-1,1	767,0
Perte de valeur	-0,6	-	-	-	-0,6
Valeur nette	380,1	-	387,4	-1,1	766,4

Au 31 décembre 2017, le goodwill correspond principalement à :

- 243,3 millions d'euros relatifs à l'acquisition Banksys ;
- 437,6 millions d'euros relatifs aux acquisitions Equens/Paysquare et Cataps, comme détaillé dans la note 1. L'impact en regroupement d'entreprise inclue 32,0 millions d'euros relatif à l'acquisition de Cataps
- 42,3 millions d'euros relatif à l'acquisition de First Data Baltics
- 33,4 millions d'euros relatif à l'acquisition de Digital River World Payments
- 45,5 millions d'euros relatif à l'acquisition de MRL Posnet

Le goodwill est alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), elles-mêmes correspondant aux trois secteurs opérationnels présentés dans la note 3 « Information sectorielle » :

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 December 2016
Services Commerçants	427,3	293,6
Services financiers	480,6	446,9
Mobilité & Services Web Transactionnels	25,8	25,9
Total	933,8	766,4

La base de calcul du montant recouvrable tient compte les hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie au-delà de la période budgétée de trois ans sont déterminés avec une hypothèse de taux de croissance perpétuelle de 2,5%. Ce taux reflète les perspectives propres au secteur des paiements, et ;
- Les taux d'actualisation à appliquer à chaque UGT sont déterminés en fonction du coût moyen pondéré du capital du Groupe puis ajustés afin de prendre en compte les taux spécifiques d'impôts. Le Groupe a décidé que le coût moyen pondéré du capital serait déterminé avec une prime de risque de marché fixée à 6,53%, afin de refléter les hypothèses long terme retenues pour le test de dépréciation du goodwill.

Le taux d'actualisation de 7,8% est appliqué à toutes les UGT (Services commerçants, Services financiers et Mobilité & Services Web Transactionnels)

Sur la base des tests de dépréciation réalisés en fin d'année, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2017.

Une variation de plus ou moins 50 points de base des paramètres clés retenus pour les tests (taux de marge opérationnelle, taux d'actualisation et taux de croissance perpétuelle) ne conduirait pas à constater de dépréciation.

Note 13 Immobilisations incorporelles

(En millions d'euros)	Logiciels et licences d'utilisation	Relations clients / brevets	Autres immo- bilisations	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2017	333,2	128,4	25,2	486,7
Acquisitions	11,4	-	0,1	11,5
Coûts de développement capitalisés	46,6	-	-	46,6
Impact regroupement d'entreprises	-11,4	65,5	-	54,1
Cessions (*)	-1,1	-	-	-1,1
Différences de change	-1,1	-1,1	-1,2	-3,4
Autres	-0,1	-	-0,1	-0,1
Au 31 décembre 2017	377,5	192,8	24,1	594,3
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2017	-122,0	-31,5	-21,1	-174,6
Amortissements de l'exercice	-55,3	-14,2	-0,4	-69,9
Sorties de périmètre (*)	1,1	-	-	1,1
Différences de change	0,7	-	0,7	1,4
Autres	0,3	-	-0,1	0,2
Au 31 décembre 2017	-175,1	-45,7	-21,0	-241,7
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2017	211,2	96,9	4,1	312,2
Au 31 décembre 2017	202,4	147,1	3,1	352,6

(*) Mise au rebut d'actifs intégralement dépréciés

(En millions d'euros)	Logiciels et licences d'utilisation	Relations clients / brevets	Autres immo- bilisations	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2016	209,8	31,2	27,2	268,2
Acquisitions	5,9	-	0,1	6,0
Coûts de développement capitalisés	45,4	-	-	45,4
Impact regroupement d'entreprises	80,1	97,6	-	177,7
Cessions	-6,0	-	-	-6,0
Différences de change	-2,0	-0,4	-2,1	-4,5
Au 31 décembre 2016	333,2	128,4	25,2	486,7
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2016	-96,3	-25,2	-23,0	-144,5
Amortissements de l'exercice	-32,2	-6,1	-	-38,3
Sorties de périmètre	6,1	-	-	6,1
Différences de change	0,6	-0,2	1,9	2,3
Pertes de valeur	-0,2	-	-	-0,2
Au 31 décembre 2016	-122,0	-31,5	-21,1	-174,6
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2016	113,5	6,0	4,2	123,7
Au 31 décembre 2016	211,2	96,9	4,1	312,2

La capitalisation de coûts de développement est liée à la modernisation des plateformes technologiques pour 46,6 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, la valeur nette des coûts capitalisés est de 172,7 million d'euros.

Note 14 Immobilisations corporelles

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immo- bilisations	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2017	62,6	225,9	29,1	317,6
Acquisitions	2,4	48,8	4,1	55,3
Impact regroupement d'entreprises	-0,4	15,0	1,6	16,2
Cessions	-1,5	-15,2	-0,2	-16,9
Différences de change	-0,1	-3,1	-1,4	-4,7
Autres	-2,2	-2,8	-1,9	-7,0
Au 31 décembre 2017	60,8	268,5	31,2	360,5
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2017	-38,2	-157,7	-17,9	-213,8
Amortissements de l'exercice	-4,9	-35,3	-1,8	-42,1
Sorties de périmètre	1,2	14,7	0,2	16,1
Différences de change	0,1	1,8	0,7	2,6
Autres	1,8	4,9	-0,6	6,1
Au 31 décembre 2017	-40,3	-171,6	-19,4	-231,4
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2017	24,4	68,2	11,2	103,8
Au 31 décembre 2017	20,5	96,9	11,8	129,2

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel informatique	Autres immo- bilisations	Total
Valeur brute				
Au 1^{er} janvier 2016	66,2	225,5	29,3	321,0
Acquisitions	1,4	25,9	4,6	31,9
Cessions	-9,7	-56,8	-2,0	-68,5
Différences de change	-0,1	-1,9	-0,8	-2,9
Autres	0,2	2,2	-2,1	0,2
Au 31 décembre 2016	62,6	225,9	29,1	317,6
Amortissements cumulés				
Au 1^{er} janvier 2016	-40,0	-196,8	-18,0	-254,8
Amortissements de l'exercice	-5,1	-20,2	-2,1	-27,4
Sorties de périmètre	6,6	58,3	1,8	66,7
Différences de change	0,1	2,0	0,4	2,6
Pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,1	-1,0	0,0	-0,9
Au 31 décembre 2016	-38,2	-157,7	-17,9	-213,8
Valeur nette				
Au 1^{er} janvier 2016	26,2	28,7	11,3	66,2
Au 31 décembre 2016	24,4	68,2	11,2	103,8

Les immobilisations corporelles du Groupe Worldline incluent principalement les équipements informatiques utilisés dans les centres de production, et plus particulièrement au sein des centres de traitement, ainsi que des terminaux de paiement loués aux commerçants. Les terrains et constructions sont essentiellement composés des infrastructures techniques des centres de traitements.

Note 15 Actifs financiers non courants

(In € million)		31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs de régime de retraite	Note 21	2,0	1,5
Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations		21,3	17,5
Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence		3,8	0,4
Autres (*)		8,3	8,4
Total		35,4	27,8

(*) Le poste "Autres" inclut les prêts, les dépôts et les garanties.

La hausse en titres mis en équivalence est due à l'acquisition d'In Touch. Voir note 2 Autres événements significatifs de l'année

Note 16 Clients et comptes rattachés

(En millions d'euros)		31 décembre 2017	31 décembre 2016
Valeur brute		321,2	299,6
Provisions pour créances douteuses		-5,7	-4,7
Valeur nette de l'actif		315,6	294,9
Avances et acomptes reçus		-15,0	-12,9
Produits constatés d'avance et clients créditeurs		-91,6	-92,7
Créances clients nettes		209,0	189,3
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)		39	40

Au-delà d'un retard de paiement supérieur à 60 jours, le Groupe analyse au cas par cas lors d'une revue trimestrielle des en-cours, le besoin de constater une perte de valeur dans les comptes.

Balance âgée des clients

(In € million)		31 décembre 2017	31 décembre 2016
0-30 days overdues		16,5	23,9
30-60 days overdues		8,1	4,3
60-90 days overdues		3,0	1,2
Beyond 90 days overdues		13,0	3,1
Total		40,6	32,5

Note 17 Activités d'intermédiation

(In € million)	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
Créances liées à l'activité d'intermédiation	171,7	112,6
Fonds liés à l'activité d'intermédiation	145,0	137,0
Total des créances liées à l'activité d'intermédiation	316,6	249,6
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	316,6	249,6
Total des dettes liées à l'activité d'intermédiation	316,6	249,6

* 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 18 Autres actifs courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Stocks	19,7	17,7
Etat - Créances de TVA	27,4	24,2
Charges constatées d'avance	60,9	60,1
Autres créances et actifs courants	26,5	24,8
Acomptes reçus	1,9	2,1
Total	136,3	129,0

Note 19 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
Disponibilités et autres équivalents de trésorerie	350,2	119,9
Comptes courants avec les entités Atos à l'actif	5,6	1,4
Dépôt bancaire court terme	-	250,0
Valeurs mobilières de placement monétaires	0,1	2,8
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	355,8	374,0
Découverts	-17,0	-14,5
Comptes courants avec les entités Atos au passif	-4,7	-2,5
Total trésorerie passive	-21,6	-17,0
Total trésorerie et équivalents de trésorerie nets	334,2	357,0

* 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 20 Capitaux propres

En mars, juin, septembre et décembre 2017, 551 967 actions nouvelles ont été émises suivant l'exécution du plan de stock-options émis en septembre 2014 et septembre 2015.

A fin décembre 2017, le total des actions s'élevaient à 132 898 963 avec une valeur nominale de 0,68 euros. Le capital social a été porté de 89 995 957,28 euros à 90 371 294,84 euros.

Note 21 Régimes de retraites et autres avantages à long terme

La provision nette au titre des engagements de retraite et autres avantages à long terme s'élève à 114.0 millions d'euros au 31 décembre 2017 (130,1 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Les engagements se situent principalement en Allemagne (35%), au Royaume-Uni (24%), en Belgique (20%) et en France (16%).

Caractéristiques des principaux plans et risques associés

En **Allemagne**, la majorité des engagements proviennent d'un régime à prestations définies fermé aux nouveaux entrants. Ce régime est soumis aux obligations locales, qui n'imposent pas de niveau de financement et exigent la souscription d'une assurance mutualisée entre employeurs pour garantir les droits en cas de défaut d'un employeur (PSV). Le régime est partiellement financé par un contrat d'assurance dont la stratégie d'investissement est déterminée par la compagnie d'assurance.

Au **Royaume-Uni**, les engagements proviennent d'anciens plans à prestations définies, qui ont été fermés aux nouveaux entrants. Ces régimes sont basés sur le salaire de fin de carrière et sont soumis aux exigences de solvabilité prévalant au Royaume-Uni, calculées par un actuaire indépendant sur la base d'un taux d'actualisation reflétant le rendement attendu des actifs des régimes. Les plans sont gouvernés par des administrateurs indépendants représentant l'employeur et les bénéficiaires. En cas de déficit, les périodes de comblement sont décidées entre les administrateurs indépendants des fonds de pension et les sociétés contributrices et peuvent aller jusqu'à 20 ans lorsque des sûretés adéquates sont mis en place par les sociétés contributrices. Le principal régime de Worldline au Royaume-Uni ayant seulement un faible nombre de retraité, la stratégie d'investissement cible privilégie les actifs de rendement et se compose à 80% d'instruments financiers à haut rendement et pour le reste d'obligations d'Etat ou privées, d'immobilier ou de participations dans des projets d'infrastructure.

En **Belgique**, la majorité des engagements proviennent d'un régime à prestations définies, fermé aux nouveaux entrants. Le régime est soumis aux règles de solvabilité locales qui reposent sur un taux d'actualisation de 6% et une table de mortalité officielle. En cas de déficit, un comblement doit intervenir immédiatement. Le régime est assuré auprès d'une compagnie d'assurance spécialisée, qui détermine la stratégie d'investissement.

Les engagements de Worldline proviennent également, dans une moindre mesure, de régimes légaux ou contractuels d'indemnités de fin de carrière ou d'avantages à long terme de type médailles du travail.

Ces régimes n'exposent pas le Groupe à des risques particuliers au-delà des risques traditionnels liés aux régimes à prestations définies, qui incluent notamment les risques d'augmentation de l'inflation, de la longévité, ou encore la baisse des taux d'actualisation ou des rendements financiers.

Worldline reconnaît l'ensemble des gains et pertes actuarielles ainsi que les effets des limitations d'actifs générés dans la période en « autres éléments du résultat global ».

Evènements 2017

En 2017, une modification au règlement du plan Railways Pension Scheme (RPS) au Royaume Uni a été introduite au premier semestre, mettant fin à l'indexation des salaires pour le calcul de la rente de pension des employés actuellement bénéficiaires du régime. Par conséquent, les droits à pension ne progresseront plus en ligne avec les augmentations futures des salaires. Ceci représente une réduction nette du passif, reconnue en compte de résultat.

Montants reconnus dans les états financiers

Les montants reconnus au bilan du Groupe au 31 décembre 2017, déterminés régime par régime, se décomposent comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Montant reconnu dans les états financiers		
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	2,0	1,5
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi	-112,4	-128,0
Charges à payer - autres régimes à long terme	-3,5	-3,6
Montant total reconnu au bilan	-114,0	-130,1
Décomposition de la charge périodique		
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	9,1	7,6
Coût des services passés, liquidation	-11,4	-1,5
(Gains) / pertes liés sur autres régimes à long terme	0,1	-0,5
Charge opérationnelle	-2,2	5,6
Coût de l'actualisation	4,9	5,2
Revenus d'intérêt	-2,8	-3,2
Charge financière nette	2,1	2,0
Charge nette périodique totale	-0,1	7,6
<i>Dont charge nette périodique liée aux régimes postérieurs à l'emploi</i>	<i>-0,2</i>	<i>7,5</i>
<i>Dont charge nette périodique liée aux autres régimes à long terme</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>
Variation des engagements au titre des régimes à prestations définies		
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 1er janvier - régimes postérieurs à l'emploi	262,9	184,8
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 1er janvier - autres régimes à long terme	3,6	1,0
Total des engagements au titre des régimes à prestations définies au 1^{er} janvier	266,5	185,8
Effets de change	-2,9	-10,5
Coût des services rendus (net des cotisations des salariés)	8,9	7,6
Coût de l'actualisation	4,9	5,2
Cotisations des salariés	0,6	0,7
Effet des modifications de régimes, liquidation	-11,4	-1,5
Regroupement d'entreprises / (cessions)	-	52,5
Prestations payées	-5,6	-3,5
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses financières	-1,0	22,9
(Gains) / pertes actuariels - changements d'hypothèses démographiques	-3,4	6,6
(Gains) / pertes actuariels - effets d'expérience	-1,0	0,7
Autres mouvements	-0,2	-
Engagements au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre	255,4	266,5

La maturité moyenne des engagements est de 17,2 années.

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Variation de la juste valeur des actifs de régime		
Juste valeur des actifs de régime au 1er janvier	136,4	111,0
Effets de change	-2,3	-8,7
Rendement financier réel des actifs de régime	8,4	11,8
Cotisations employeur	1,4	1,6
Cotisations des salariés	0,6	0,7
Prestations payées par les fonds externes	-3,0	-2,5
Regroupement d'entreprises / (cessions)	-	22,5
Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre	141,5	136,4
Rapprochement avec les montants reconnus dans les états financiers (tous régimes)		
Situation financière nette - régimes postérieurs à l'emploi	-110,5	-126,5
Situation financière nette - autres régimes à long terme	-3,5	-3,6
Charges (à payer) / payées d'avance (tous régimes)	-114,0	-130,1
Variation du montant reconnu dans les états financiers (tous régimes)		
Montant reconnu à l'ouverture	-130,1	-74,8
Charge nette périodique	0,1	-7,6
Prestations payées par l'employeur	2,6	1,0
Cotisations versées par l'employeur	1,4	1,6
Regroupement d'entreprises / (cessions)	-	-30,0
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	11,4	-22,2
Effets de change	0,6	1,9
Montant reconnu à la clôture	-114,0	-130,1

Les engagements partiellement ou totalement préfinancés au travers de fonds externes (fonds de pension ou d'assurance) s'élevaient à 191,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 207,5 millions d'euros au 31 décembre 2016 soit plus de 75% du total des engagements.

Hypothèses actuarielles

Les engagements ont été évalués par des actuaires indépendants sur la base des hypothèses suivantes :

(En millions d'euros)	Royaume-Uni		Zone Euro	
	2017	2016	2017	2016
Taux d'actualisation au 31 décembre	2,70%	2,80%	1.50% ~ 1.95%	1.40% ~ 1.95%
Hypothèse d'augmentation future des salaires au 31 décembre	3,20%	3,25%	1,45%	1,45%

L'hypothèse d'inflation est utilisée pour déterminer l'impact de l'indexation des retraites en cours de paiement ou des augmentations de salaires selon les règles propres à chaque plan.

Sensibilité des engagements à prestations définies des principaux plans aux hypothèses de taux d'actualisation et d'inflation :

	Taux d'actualisation +25bp	Taux d'inflation +25bp
Principaux régimes au Royaume-Uni	-4,9%	+2,8%
Principaux régimes en Allemagne	-5,0%	-
Principaux régimes en Belgique	-2,5%	-

Ces analyses de sensibilité sont basées sur des calculs effectués par des actuaires indépendants et n'incluent pas d'effets croisés de chacune des hypothèses, mais incluent les effets que les hypothèses d'inflation ont sur les hypothèses d'augmentation des salaires au Royaume-Uni. Les engagements des régimes belges et allemands ne sont pas sensibles aux hypothèses d'inflation.

Actifs de régime

Les actifs de régimes sont investis comme suit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actions	36%	27%
Obligations	14%	25%
Autres *	50%	48%

* Dont 49% liés à des contrats d'assurance en 2017 et 46% en 2016

Les actions et obligations figurant ci-dessus ont été évaluées sur la base de valeurs de marché. Les « Autres actifs » correspondent pour l'essentiel à des contrats d'assurance, une faible proportion recoupe des actifs non liquides dont la valorisation a été effectuée par les gestionnaires externes.

Synthèse des impacts nets sur le compte de résultat et les flux de trésorerie

L'impact net des régimes à prestation définies sur les états financiers du Groupe est le suivant:

Compte de résultat

(En millions d'euros)	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Postérieur à l'emploi	Autres régimes à long terme	Total	Postérieur à l'emploi	Autres régimes à long terme	Total
Marge opérationnelle	2,3	-0,1	2,2	-5,5	-0,1	-5,6
Résultat financier	-2,1	-	-2,1	-2,0	-	-2,0
Impact total sur le compte de résultat	0,2	-0,1	0,1	-7,5	-0,1	-7,6

Impact sur les flux de trésorerie

L'impact des régimes de retraite sur les flux de trésorerie en 2017 se compose principalement de cotisations versées à des fonds de pensions ou d'assurance pour 1,4 million d'euros, le reliquat soit 2,6 million d'euros provenant de versements effectués directement par Worldline auprès des bénéficiaires.

Les contributions attendues pour 2018 sont d'un montant comparable.

Note 22 Provisions

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupement d'entreprises	Autres (*)	31 décembre 2017	Courantes	Non courantes
Engagements liés à des projets	2,3	1,4	-0,5	-0,1	-	-0,1	3,0	1,5	1,5
Risques et litiges	24,5	1,5	-1,8	-0,7	1,0	-3,2	21,3	8,9	12,4
Réorganisation	3,6	2,0	-3,2	-0,4	-	-0,1	1,9	1,6	0,3
Rationalisation	0,1	-	-	-	-	-0,1	-	-	-
Total provisions	30,4	4,9	-5,5	-1,2	1,0	-3,5	26,2	12,0	14,2

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

(En millions d'euros)	31 décembre 2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Regroupement d'entreprises	Autres (*)	31 décembre 2016	Courantes	Non courantes
Engagements liés à des projets	4,6	0,7	-2,1	-0,6	-	-0,2	2,3	2,0	0,3
Risques et litiges	3,6	2,0	-0,6	-2,1	21,6	-0,1	24,5	17,5	7,1
Réorganisation	1,6	1,9	-2,4	-0,3	2,8	0,0	3,6	2,8	0,7
Rationalisation	0,4	-	-0,2	-	-	-	0,1	0,1	-
Total provisions	10,2	4,6	-5,3	-3,1	24,4	-0,3	30,4	22,4	8,0

(*) Le mouvement Autres correspond principalement des ajustements de conversion des devises.

Les provisions pour risques et litiges de 21,3 millions d'euros, incluent plusieurs litiges à long terme tels que des contentieux fiscaux et sociaux, des litiges sur des garanties données sur cessions, et autres conflits avec des clients et des fournisseurs.

Le service juridique et les avocats du groupe gèrent attentivement ces cas avec pour objectifs de réduire au maximum le passif final.

Note 23 Passifs financiers

(En millions d'euros)	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Contrats de location-financement	0,2	1,4	1,6	0,1	2,0	2,1
Découverts et cash pooling	17,0	-	17,0	14,5	-	14,5
Comptes courants avec les entités Atos	4,7	-	4,7	2,5	-	2,5
Autres passifs financiers	21,7	1,7	23,4	6,9	0,2	7,1
Total passifs financiers	43,6	3,1	46,7	24,1	2,2	26,3

Les comptes courants ayant une maturité à court terme – moins d'un mois- ne font pas l'objet de rémunération.

Le Groupe a reconnu une dette financière de 6,7 millions d'euros relative à Cataps – en « Autres passifs financiers » correspondant à la juste valeur du droit de vente détenu par les intérêts minoritaires pour les 20 % des actions résiduelles exerçable à tout moment à compter de la date de la transaction et un passif en lien avec la contrepartie éventuelle reconnue dans le cadre de l'acquisition de MRL Posnet.

Passifs financiers libellés en devises étrangères

(En millions d'euros)	EUR	SGD	Other currencies	Total
31 décembre 2017	30,0	13,9	2,8	46,7
31 décembre 2016	26,0	-	0,3	26,3

Echéancier des passifs financiers non courants

(En millions d'euros)	2019	2020	2021	2022	>2022	Total
Contrats de location-financement	0,2	0,2	0,2	0,1	0,7	1,4
Autres passifs financiers	0,7	0,9	-	-	-	1,7
Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2017	1,0	1,1	0,2	0,1	0,7	3,1

(En millions d'euros)	2018	2019	2020	2021	>2021	Total
Contrats de location-financement	0,7	0,1	0,1	0,1	0,9	2,0
Autres passifs financiers	-	0,1	-	-	-	0,1
Passifs financiers à long terme au 31 décembre 2016	0,7	0,2	0,1	0,1	0,9	2,1

Les passifs financiers ont été évalués sur la base :

- Du taux de change au 31 décembre 2017; et
- Des taux d'intérêts présentés ci-après.

Les taux d'intérêt effectifs au 31 décembre 2017 ont été les suivants :

(En millions d'euros)	Valeur d'apport	Juste valeur	Taux d'intérêt effectif
Contrats de location-financement	1,6	1,6	3,04%
Autres passifs financiers	23,4	23,4	
Total passifs financiers	25,0	25,0	

Variation de l'endettement net sur l'exercice

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
Endettement net en début de période	347,7	276,0
Souscription de nouveaux emprunts	-18,3	-0,8
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	2,6	0,6
Variation de trésorerie à court terme	-16,8	76,1
Nouveaux contrats de location-financement	-0,1	-0,2
Emprunts à long et moyen terme des sociétés acquises au cours de la période	-0,7	-7,1
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	-5,1	3,0
Endettement net en fin de période	309,1	347,7

* 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Réconciliation de l'endettement net en fin de période

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	355,8	374,0
Passifs financiers non courants	-3,1	-2,2
Part à moins d'un an des passifs financiers	-43,6	-24,1
Total	309,1	347,7

* 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

Note 24 Fournisseurs et comptes rattachés

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (*)
Dettes fournisseurs	264,1	223,7
Dettes fournisseurs	264,1	223,7
Paiements d'avance	-1,9	-2,1
Charges constatées d'avance	-60,9	-60,1
Total	201,3	161,5
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	78	70

* 31 décembre 2016 ajusté pour tenir compte du changement intervenu dans la présentation, comme exposé dans la note "Base de préparation et principes comptables"

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 25 Autres passifs courants

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avances et acomptes reçus sur commandes clients	15,0	12,9
Personnel et comptes rattachés	80,7	76,0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45,3	35,3
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	46,7	39,2
Produits constatés d'avance	84,1	81,8
Autres dettes d'exploitation	65,7	25,9
Total	337,5	271,1

L'échéance des «Autres passifs courants» est à moins d'un an à l'exception des produits constatés d'avance dont l'échéance varie en fonction des termes spécifiques des contrats.

Note 26 Engagements hors bilan

Engagements contractuels

Le tableau ci-dessous présente les paiements minima futurs pour les exercices à venir au titre d'obligations et d'engagements fermes. Les montants inscrits en contrats de location-financement sont présentés au bilan.

(En millions d'euros)	Échéances				31 décembre 2016
	31 décembre 2017	< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Contrats de location-financement	1,6	0,2	1,4	-	2,1
Comptabilisés au bilan	1,6	0,2	1,4	-	2,1
Contrats de location simple terrains, constructions, agencements	93,2	19,5	44,8	28,9	102,7
Contrats de location simple matériel informatique	-	-	-	-	0,9
Contrats de location simple autres immobilisations	9,3	4,0	5,2	0,0	9,9
Obligations d'achat irrévocables (> 5 ans)	6,3	-	6,3	0,0	12,0
Engagements	108,7	23,6	56,2	28,9	125,5
Total	110,3	23,8	57,6	28,9	127,6

Garanties commerciales

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Garanties bancaires	27,2	32,6
- Opérationnelles - Performance	15,3	17,9
- Opérationnelles - Appels d'offres	0,4	0,1
- Opérationnelles - Avances sur paiement	4,7	2,0
- Financières ou autres	6,8	12,6
Garanties parentales	43,2	30,3
- Opérationnelles - Performance	43,2	30,3
Nantissements	0,2	1,4
Total	70,6	64,3

Pour divers contrats à long terme, le Groupe a émis des garanties parentales à ses clients pour le compte de ses filiales. Ces garanties s'élèvent à 43,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 contre 30,3 millions d'euros à fin décembre 2016.

Note 27 Parties liées

Les parties liées incluent:

- La société mère du Groupe Worldline (Atos SE) et ses filiales qui ne sont pas dans le périmètre de consolidation du groupe ;
- Les entités qui sont contrôlées par le Groupe, les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des employés du Groupe ou celles qui sont contrôlées ou détenues conjointement par l'un des dirigeants du Groupe ; et
- La Direction du Groupe définie comme les personnes qui ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler l'activité du Groupe, notamment les membres du Conseil d'Administration ainsi que le Directeur Général.

Les transactions entre Worldline et ses filiales, qui sont des parties liées au Groupe, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans la présente note.

Transactions entre parties liées

Les principales transactions avec les parties liées regroupent :

- Les refacturations de loyer ;
- La facturation de services de sous-traitance comme des coûts de personnel ou d'utilisation d'infrastructure ;
- Les facturations de services administratifs ; et
- Les intérêts associés aux éléments financiers.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Les transactions avec les parties liées sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Chiffre d'affaires	43,9	47,7
Produits et charges opérationnels	-108,4	-104,8
Autres charges opérationnelles	-4,2	-1,4
Coût de l'endettement financier net	-0,9	-0,7

Les créances et dettes inscrites au bilan relatives aux parties liées sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Créances clients nettes	13,2	12,1
Autres actifs courants	15,6	22,7
Comptes courants et conventions de trésorerie actif	5,6	1,4
Fournisseurs et comptes rattachés	59,6	47,0
Autres passifs courants	2,9	2,2
Comptes courants et conventions de trésorerie passif avec les entités Atos	4,8	2,5

Les engagements hors bilan relatifs aux parties liées se détaillent comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	Échéances			31 décembre 2016
		< à 1 an	1 à 5 ans	> à 5 ans	
Contrats de location simple terrains, constructions, agencements	23,5	5,5	15,5	2,5	29,4
Contrats de location simple matériel informatique	0,1	-	-	-	0,1
Obligations d'achat irrévocables (> 5 ans)	-	-	-	-	0,5
Engagements	23,6	5,5	15,5	2,5	30,0
Total engagements	23,6	5,5	15,5	2,5	30,0

Coûts relatifs aux dirigeants du Groupe

En 2017, les coûts des principaux dirigeants de Worldline incluent :

- Les coûts du Directeur Général conformément à la convention conclue avec Atos relative à l'engagement et la rémunération de ce dernier ;
- Le coût du Directeur Général Adjoint, inclus dans sa totalité ;
- Les coûts relatifs aux membres du conseil d'Administration correspondent aux jetons de présence de 2017 ;

Aucun coût n'a été pris en compte pour la rémunération du Président du Conseil d'administration.

La répartition de la charge enregistrée dans les comptes du Groupe pour ses principaux dirigeants est la suivante :

(En millions d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avantages court terme	1.7	1.5
Cotisations versées par l'employeur et autres taxes	0.5	0.5
Plans d'actions gratuites et options de souscription (*)	1.0	1.2
Total	3.2	3.2

(*) Les plans de stock-options et d'actions gratuites Worldline dont bénéficient les principaux dirigeants de Worldline ont été émis le 3 septembre 2014, le 1er septembre 2015, le 26 juillet 2016 et le 24 juillet 2017.

Les avantages à court terme incluent les salaires, les bonus et les avantages en nature. Concernant les actions de performance et les stock-options, le montant inclut la charge IFRS 2 au prorata temporis de la date d'attribution de ces derniers.

Les bonus correspondent à la charge totale du compte de résultat, incluant les bonus effectivement payés durant l'exercice, les provisions relatives à l'exercice en cours et la reprise des provisions relatives à l'exercice précédent. Au cours de l'année, les principaux dirigeants de Worldline n'ont perçu aucune indemnité postérieure à l'emploi.

Note 28 Risques de marché

Risque de change

La majeure partie du chiffre d'affaires, des dépenses et des obligations du Groupe est libellée en euros. En 2017, 81,4% du chiffre d'affaires du Groupe a été réalisé dans des pays de la zone euro, alors que 18,6% a été réalisé dans des pays hors zone euro (dont 6,8 % en livres sterling).

Les comptes du Groupe étant libellés en euros, son chiffre d'affaires dépend en partie de l'évolution du taux de change de l'euro par rapport aux monnaies des pays hors zone euro au sein desquels le Groupe réalise une part de son chiffre d'affaires (exposition au risque de conversion des taux de change). Concernant le risque dit de « transaction » (i.e., un non-alignement entre les devises dans lesquelles les revenus sont générés et les coûts encourus), le Groupe estime que son exposition est limitée car dans la zone euro ses coûts sont encourus en euros et son chiffre d'affaires est généré en euros et que, dans les pays en dehors de la zone euro, il réalise ses ventes et effectue la majorité de ses dépenses courantes dans la monnaie locale.

Le Groupe applique une politique de gestion du risque de change couvrant les cas où il effectuerait des transactions commerciales ou financières libellées dans une devise qui diffère des devises locales concernées. En application de cette politique, toute exposition significative au taux de conversion d'une devise étrangère doit être couverte dès sa constatation par l'utilisation de divers instruments financiers, principalement des contrats de change à terme et des contrats de swap de devises. Au 31 décembre 2017, le Groupe n'était pas exposé de manière significative à la variation du cours d'une devise et n'avait mis en place aucun de ces instruments de couverture.

Risque de taux d'intérêt

L'ensemble des emprunts du Groupe, lesquels sont en grande majorité souscrits auprès du groupe Atos, et de ses dépôts portent intérêt à des taux variables principalement indexés sur le taux Euribor ou EONIA, ajustés à la hausse ou à la baisse d'une marge. Le Groupe considère que son exposition aux variations de taux d'intérêts n'est pas significative étant donné qu'il n'a pas d'endettement (soustraction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie). Au 31 décembre 2017, le Groupe disposait d'une trésorerie nette de 309,1 millions euros.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité consiste à maintenir un niveau suffisant de trésorerie et de titres négociables ainsi que les sources de financement par le biais des facilités de crédit disponibles réservées au Groupe.

La politique de Worldline consiste à couvrir intégralement ses besoins futurs en liquidités grâce à des engagements reçus de lignes de crédits long terme. Les termes et conditions de maturités et de ratios bancaires de ces prêts permettent au Groupe d'avoir la flexibilité suffisante afin de financer ses besoins opérationnels ainsi que ses développements futurs.

Le 26 juin 2014, dans le cadre de cette politique, Worldline SA a souscrit une facilité de crédit renouvelable auprès de Atos SE pour un montant de 300 millions d'euros lui permettant de couvrir ses besoins de liquidités, y compris ceux liés aux fluctuations saisonnières de son besoin en fonds de roulement. Au cours de l'année 2015, la maturité de la facilité de crédit renouvelable a été étendue au 26 juin 2019. Cette facilité de crédit renouvelable a été transférée par Atos SE à sa filiale Bull International le 2 janvier 2016. La facilité de crédit ne comporte pas de ratio bancaire étant donné que Worldline est en situation de trésorerie nette.

Risque de crédit et/ou de contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe. Le Groupe considère que son exposition au risque de concentration des crédits est limitée en raison du caractère étendu et diversifié de sa clientèle. La plus grande exposition du Groupe au risque de crédit est liée à sa clientèle d'institutions financières.

Le Groupe gère ce risque de crédit en sélectionnant systématiquement des établissements financiers de premier plan comme clients et en utilisant plusieurs banques partenaires.

Le Groupe est également exposé à certains risques de crédit liés à ses activités d'acquisition commerçant et de services de chèques :

- Acquisition commerçants. Pour chaque transaction, le Groupe accorde au commerçant une garantie d'exécution relative au paiement effectué par le porteur de carte. Ainsi, le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas d'absence de paiement par le titulaire de la carte. De surcroît, le Groupe offre une garantie de « service rendu » au porteur de la carte. Ainsi, en cas de faillite (ou de cessation d'activité) du commerçant avant la livraison du produit ou la réalisation du service acheté par le porteur de carte, ce dernier peut exiger le remboursement du montant de la transaction. L'exposition au risque de crédit est particulièrement significative lorsque les services sont acquis par e-Commerce bien avant leur livraison effective (tels que les services d'achat de billets auprès d'agences de voyages). Le Groupe gère ces risques en sélectionnant des clients qui ont des capacités financières suffisantes, en exigeant des garanties (constitution de collatéraux, délégation d'assurance, etc.) et en vérifiant les flux de transactions journalières afin d'éviter une exposition excessive à ces risques.
- Service de chèques. Le Groupe paie des indemnités, basées sur un « scoring » de risque crédit, à ses clients commerçants qui s'inscrivent au « Chèque Service » du Groupe quand les chèques approuvés par le Groupe ne sont pas payés. Dans la mesure où les commissions reçues par le Groupe de la part des commerçants pour ce service sont plus faibles que la moyenne des montants des chèques impayés, l'activité peut devenir génératrice de pertes. Le Groupe gère ce risque en analysant le niveau des défauts de paiement pour chaque catégorie d'activités commerciales et ajuste les commissions facturées aux commerçants en conséquence. De par la cession de l'activité Cheque Service, ce risque n'existe plus au 31 décembre 2017 (voir note 1 Variation de périmètre).

Note 29 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017

	% d'intérêt	Méthode de conso-	% de contrôle	Adresse
FRANCE				
Worldline SA	100	FC	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Mantis SAS	63,6	FC	100	55 rue de Rivoli - 75001 Paris
Worldline Participation 1	100	FC	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Santeos	100	FC	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Worldline Bourgogne	100	FC	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
Similo SAS	100	FC	100	80, quai Voltaire - 95870 Bezons
ALLEMAGNE				
equensWorldline GmbH	63,6	FC	100	Hahnstraße 25 - 60528 Frankfurt - Germany
Worldline Germany GmbH	100	FC	100	Hahnstraße 25 - 60528 Frankfurt - Germany
DZ Service GmbH	63,6	FC	100	Dieselstrasse 1 - 76227 Karlsruhe - Germany
BD-POS GmbH	100	FC	100	Hörselbergblick 1 - 99820 Hörselberg-Hainich - Germany
PAYS-BAS				
Worldline B.V.	100	FC	100	Wolweverstraat 18 - 2980 CD Ridderkerk - The Netherlands
equensWorldline SE	63,6	FC	100	Eendrachtlaan 315 - 3526 LB Utrecht - The Netherlands
InterEGI B.V.	63,6	FC	100	Eendrachtlaan 315 - 3526 LB Utrecht - The Netherlands
Paysquare SE	100	FC	100	Eendrachtlaan 315 - 3526 LB Utrecht - The Netherlands
BELGIQUE				
Worldline NV/SA	100	FC	100	Chaussée de Haecht 1442 - B-1130 Brussel - Belgium
Worldline PropCo SA	100	FC	100	Chaussée de Haecht 1442 - B-1130 Brussel - Belgium
EUROPE (AUTRE) - MOYEN ORIENT - AFRIQUE				
Autriche				
Worldline Austria GmbH	100	FC	100	Siemensstraße 92 - 1210 Vienna - Austria
Espagne				
Worldline Iberia SA	100	FC	100	Avda. Diagonal, 210-218 - Barcelona 08018 - Spain
Estonie				
OU Worldline Payment Estonia	100	FC	100	Lootsa str. 2a, Tallinn, Estonia
Lituanie				
UAB Worldline Lietuva	100	FC	100	Ukmerges str. 220, Vilnius, Lietuva
Lettonie				
SIA Worldline Latvia	100	FC	100	Dzirnavu str. 37, Riga, Latvia
Luxembourg				
Worldline Luxembourg SA	100	FC	100	2, rue Nicolas Bové - L1253 Luxembourg
République Tchèque				
Cataps s.r.o.	100	FC	100	Lazarská 11/6 - 120 000 Praha 2 - Czech Republic

	% d'intérêt	Méthode de conso-	% de contrôle	Adresse
EUROPE (AUTRE) - MOYEN ORIENT - AFRIQUE				
Royaume-Uni				
Worldline IT Services UK Limited	100	FC	100	4 Triton Square - Regent's Place - London, NW1 3HG- United Kingdom
Suède				
Worldline Sweden AB (ex DRWP Suède)	100	FC	100	Textilgatan 31, 120 30 Stockolm, Sweden
ASIE PACIFIQUE				
Chine				
Worldline (China) Co Ltd	100	FC	100	Building B, No.7, Zhonghuan South Road WangJing, Chaoyang District Beijing 100102 People Republic of China
Hong Kong				
Worldline International (Hong Kong) Co Limited	100	FC	100	8/F Octa Tower, 8 Lam Chak Street, Kowloon Bay, Kowloon, Hong Kong
Inde				
Worldline India Private Ltd	100	FC	100	Raiaskaran Tech park, 2nd Floor of Tower I,Phase II, Sakinaka, M.V. Road, Andheri (East), Mumbai -400072 India
MRL Posnet Limited	100	FC	100	Sunny Side, Central Block , 8/17 shafee Mohammed Road – B Block CHENNAI 600034 – India
Indonesie				
PT Worldline International Indonesia	100	FC	100	Plaza Sentral - 19th Floor, Jl. Jend. Sudirman No.47 Jakarta 12930 Indonesia
Malaisie				
Worldline International (Malaysia) Sdn. Bhd	100	FC	100	Suite 19.02, Level 19 Centrepoint South Mid Valley City Lingkaran Syed Putra 59200 Kuala Lumpur Malaysia
Singapoure				
Worldline IT and Payment Services (Singapore) Pte Ltd	100	FC	100	Blk 988 Toa Payoh North, #07-02/03, Singapore 319002
Taiwan				
Worldline (Taiwan)	100	FC	100	5F, No.100, Sec.3, Min Sheng E. Road - Taipei 105 - Taiwan - R.O.C.
AMERICAS				
Argentine				
Atos IT Solutions and Services SA	100	FC	100	Cnel. Manuel Arias 3751 - piso 18 - C.A.B.A
Brésil				
DRWP Servicos Ltd	100	FC	100	Av Das Nacoes Unidas 12551, 17 Andar - Brooklin Paulista – CEP:04578-000 SAO PAULO - BRAZIL
Chili				
Worldline Chile S.A	100	FC	100	Av. Andres Bello 2115, piso 7, Providencia 7510094 – Santiago de Chile – Chile
Etats-Unis				
MRL PAY Inc	100	FC	100	790, Turnpike Street – Suite 204 North and Over – MA – 01845 . US
Worldline US, Inc (ex DRWP USA)	100	FC	100	4851, Regent Blvd, Irving TX 75063, USA

Note 30 Honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros et en %)	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	190,0	62%	-	-	200,0	90%	-	-
Filiales intégrées globalement	74,0	24%	749,0	75%	21,0	10%	182,0	100%
Sous total audit	264,0	86%	749,0	75%	221,0	100%	182,0	100%
Services autres que la certification des comptes								
Émetteur	42,0	14%	218,0	22%	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	27,6	3%	-	-	-	-
Sous total autres	42,0	14%	245,6	25%	-	-	-	-
Total honoraires 2017	306,0	100%	994,6	100%	221,0	100%	182,0	100%

En 2017, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par l'article L.225-102-1 du code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale.

(En milliers d'euros et en %)	Deloitte				Grant Thornton			
	Deloitte & Associés		Réseau		Grant Thornton		Réseau	
	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%	Honoraires	%
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés								
Émetteur	330,0	80%	-	-	200,0	90%	-	-
Filiales intégrées globalement	11,0	3%	817,0	35%	21,0	10%	135,0	100%
Sous total audit	341,0	83%	817,0	35%	221,0	100%	135,0	100%
Services autres que la certification des comptes								
Émetteur	71,0	17%	1 335,0	57%	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	171,0	7%	-	-	-	-
Sous total autres	71,0	17%	1 506,0	65%	-	-	-	-
Total honoraires 2016	412,0	100%	2 323,0	100%	221,0	100%	135,0	100%

En 2016, les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent des services fournis à la demande de l'entité, qui correspondent principalement à (i) l'émission du rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales prévu par l'article L.225-102-1 du code de commerce, (ii) la réalisation de missions de due diligence d'acquisition et l'émission de rapports d'audit et/ou de procédures convenues dans le cadre du rapprochement avec Equens, ainsi que (iii) la réalisation de services fiscaux dans des filiales étrangères, autorisés par la législation locale.

Note 31 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la clôture.

E.5 COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE MERE WORLDLINE SA

E.5.1

E.5.2

E.5.3 COMPTES SOCIAUX DE WORLDLINE SA

E.5.3.1 Bilan

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2017	31 décembre 2016
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	Note 1	4 822	4 217
Immobilisations corporelles	Note 2	32 716	32 491
Participations	Note 3	647 531	643 320
Autres immobilisations financières	Note 3	1 343	1 331
Total actif immobilisé		686 411	681 359
Stocks			
Avances et acomptes		459	877
Créances clients et comptes rattachés	Note 4	104 054	108 009
Créances diverses	Note 5	20 648	20 170
Disponibilités et Valeurs mobilières de placement	Note 6	9 396	252 594
Total actif circulant		134 556	381 650
Comptes de régularisation	Note 7	23 666	26 751
Total ACTIF		844 634	1 089 761
PASSIF			
Capital social		90 371	89 996
Prime d'émission		259 217	248 698
Réserve légale		9 000	8 316
Report à nouveau		242 107	5 657
Résultat de l'exercice		-24 392	237 133
Capitaux propres	Note 8	576 303	589 801
Provisions	Note 9	16 309	14 362
Dettes financières	Note 10	67 854	325 371
Avances et acomptes reçus sur commandes		2 136	713
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Note 11	97 064	78 528
Dettes fiscales et sociales	Note 11	62 709	58 955
Dettes sur immobilisations	Note 11	740	935
Autres dettes	Note 11	8 193	8 681
Total Dettes		238 696	473 183
Produits constatés d'avance	Note 12	13 326	12 415
Total PASSIF		844 634	1 089 761

E.5.3.2 Compte de résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Ventes de marchandises		17 172	13 323
Production vendue de services		329 560	421 456
Chiffres d'affaires	Note 13	346 732	434 779
Subventions d'exploitation		0	483
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges		6 225	3 116
Autres produits		13 175	12 846
Total produits d'exploitation		366 133	451 223
Achat de marchandises et variation de stock		-15 133	-10 563
Autres achats et charges externes		-147 314	-169 588
Impôts, taxes et versements assimilés		-7 596	-10 188
Salaires et traitements		-114 595	-139 668
Charges sociales		-49 602	-63 445
Dotations aux amortissements et provisions		-13 383	-14 657
Autres charges		-35 798	-47 548
Total charges d'exploitation		-383 421	-455 657
Résultat d'exploitation		-17 288	-4 434
Produits financiers		3 185	2 637
Charges financières		-1 462	-1 876
Résultat financier	Note 14	1 723	761
Produits exceptionnels		2 816	268 433
Charges exceptionnelles		-10 997	-23 948
Résultat exceptionnel	Note 15	-8 181	244 485
Intéressement		-2 793	-5 689
Impôts sur les bénéfices	Note 16	2 147	2 010
RESULTAT NET		-24 392	237 133

E.5.4 Annexes aux comptes de Worldline SA

E.5.4.1 Activité

L'activité opérationnelle de Worldline est organisée autour de deux lignes de services :

- Services commerçants (Chiffre d'affaires 2017: 73,4 millions d'euros, soit 21,2% du chiffre d'affaires total). Cette ligne de service offre aux commerçants un ensemble de solutions et de services très étendu, leur permettant d'accompagner leurs clients tout au long de la relation commerciale, tout en optimisant leurs dispositifs d'acceptation des paiements, et ce quel que soit le canal d'interaction utilisé. Cette ligne de services est composée de trois divisions : les services en ligne, les cartes privatives et enfin les programmes de fidélisation.
- Mobilité & Services Web Transactionnels (Chiffre d'affaires 2017 : 185,9 millions d'euros soit 53,6 % du chiffre d'affaires total). La ligne de services Mobilité & Services Web Transactionnels de Worldline répond aux besoins des clients du secteur privé et public en leur proposant de nouvelles solutions numériques et de nouveaux modèles économiques, qui tirent profit de la digitalisation croissante du monde physique. Cette ligne de services est composée de trois divisions : la billetterie électronique, les services électroniques gouvernementaux et les services e-consommateur & mobilité.

Sur l'exercice 2017, le chiffre d'affaires de Worldline est de 346,7 millions d'euros, en diminution de 20% comparé à l'année dernière, avec des évolutions sur les 3 Lignes de Services :

- Suite à l'apport des activités à equensWorldline le 30 septembre 2016, l'activité Services Financiers (anciennement Traitement de transactions & logiciels de paiement) ne génère plus de chiffre d'affaires au sein de Worldline France entraînant une forte décroissance du chiffre d'affaires.
- Mobilité & Services Web Transactionnels a été impactée comme lors du second semestre 2016 par la fin du contrat Radar qui a eu lieu en juin de 2016 malgré l'émergence du chiffre d'affaires lié à de nouveaux contrats gagnés en 2017 (SI SAMU, Bracelets électroniques)
- Services Commerçants a été impactée par la fin de certains contrats et le négoce important en 2016.

Le résultat d'exploitation de -17,3 millions d'euros est directement impacté par l'arrêt du contrat Radar et la baisse du chiffre d'affaires entraînant une absorption inférieure des coûts fixes et centraux.

La société Worldline détient directement ou indirectement les titres de participations des filiales du Groupe Worldline, dont elle est Société Mère, et établit à ce titre des comptes consolidés.

La société supporte une part importante des coûts centraux et de structure du Groupe Worldline. Un certain nombre de flux de facturation ont été mis en place avec les sociétés du Groupe pour refléter les services rendus en tant que société mère.

E.5.4.2 Faits marquants

Le Groupe Worldline a conclu un accord avec Atos Intégration SAS en vue d'acquérir la société DIAMIS. DIAMIS est un acteur spécialisé dans les paiements interbancaires au sein de la zone Euro ce qui permettra au Groupe Worldline de renforcer la position de son activité de Services Financiers à la fois en termes de produits, de base clients et de savoir-faire.

Cette opération est structurée via une transaction en numéraire où le groupe Worldline a acheté 100 % de DIAMIS à Atos Intégration pour 15,4 millions d'euros.

La clôture de cette opération s'est réalisée le 21 décembre 2017.

E.5.4.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice 2017 ont été arrêtés dans le respect des principes comptables généraux arrêtés en France (règlement ANC n° 2016-07), en accord avec le Plan Comptable Général, et notamment application des principes suivants :

- prudence;
- continuité d'exploitation;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Les comptes annuels sont établis et présentés en milliers d'euros.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement les logiciels et licences, et les fonds de commerce.

Les logiciels créés destinés à usage interne et les frais de développement des applications utilisées pour les besoins de l'exploitation sont directement inscrits en charge de l'exercice.

Les logiciels acquis destinés à usage interne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur une durée maximale de 3 ans.

Le cas échéant, une provision peut être constituée sur les fonds de commerce sur la base de leur valeur d'utilité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, excluant toute charge financière.

L'amortissement est calculé linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

- constructions 20 ans
- agencements et installations 5 à 20 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Véhicules 4 ans
- Mobilier et matériel de bureau 5 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées de titres de participation et d'autres immobilisations financières (dépôts de garantie, prêts).

La valeur brute des titres de participation et des autres titres immobilisés figurant au bilan est constituée par leur coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Au bilan, elles figurent en « Créances clients et comptes rattachés » pour la part des prestations excédant la facturation émise et en « Produits constatés d'avance » lorsque les prestations réalisées sont inférieures aux facturations clients.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont présentées au bilan à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une dépréciation à la clôture lorsque leur valorisation est inférieure à la valeur d'acquisition.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Worldline a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés,
- Il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et
- Le montant peut être estimé de manière fiable.

Provision retraite

La société évalue et comptabilise ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC.

Ces engagements sont provisionnés en application de la méthode dite du « corridor ». Les écarts actuariels sont reconnus au compte de résultat sur la durée de vie active résiduelle des bénéficiaires du régime dès lors qu'ils représentent plus de 10% des engagements à la date de clôture.

Chiffre d'affaires

Les activités de services constituent la majeure partie du chiffre d'affaires de Worldline.

Le chiffre d'affaires découlant des activités transactionnelles, notamment dans le domaine des paiements, est reconnu au cours de la période durant laquelle le traitement a été achevé.

Le produit des abonnements est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

Le chiffre d'affaires pour les projets de développement et / ou de migration plateformes avec des clients sont reconnus au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus du contrat. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » pour la part des produits à recevoir et en « Autres passifs courants » pour la part des produits constatés d'avance. Lorsque le résultat d'un contrat au forfait ne peut être estimé de façon fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables.

Les revenus relatifs aux autres services effectués pour le compte de clients sont reconnus au moment de l'achèvement de la prestation de service.

Worldline est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément. Un ensemble de contrats est regroupé et traité comme un seul et unique contrat, lorsque cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global, que les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale et que les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Worldline effectue, de manière régulière et dans certaines circonstances particulières, des analyses de rentabilité des contrats de services afin de déterminer si les dernières estimations de chiffres d'affaires, de coûts et d'avancement nécessitent d'être révisées. Si, ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement couvrant la perte dans son intégralité.

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

Intégration fiscale

En vertu de l'article 223-A du CGI, la société Worldline SA a signé une convention d'intégration fiscale avec ses filiales françaises, prenant effet au 1^{er} Janvier 2015. Les filiales membres du groupe fiscal Worldline sont les sociétés suivantes :

- Worldline participations 1
- Similo
- Santeos
- Worldline bourgogne

Suite à l'apport des titres Mantis et Arabor à la transaction Equens, ces filiales ne font plus partie de l'intégration fiscale de Worldline SA.

Worldline SA en tant que Société mère de l'intégration fiscale, est désignée comme seule redevable de l'impôt sur les sociétés du Groupe formé par elle-même et les sociétés membres de l'intégration fiscale.

Les principales modalités de la convention sont les suivantes :

- le résultat des sociétés intégrées est déterminé comme si elles étaient imposées séparément;
- les créances de report en arrière des déficits de la filiale nées avant la période d'intégration ne sont pas imputables sur l'impôt dû par la filiale.

La convention reproduit le principe de neutralité dans la mesure où il est prévu que chaque filiale doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée de l'intégration dans le groupe, une charge ou un produit d'impôt égal à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

Le groupe d'intégration fiscale dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le produit relatif au CICE s'élève à 3,1 millions d'euros au titre de l'exercice 2017. Il a été comptabilisé en déduction des charges de personnel.

Au cours de l'exercice 2017, le CICE a été utilisé pour financer des frais de développement visant à créer de nouvelles fonctionnalités pour les offres existantes.

E.5.4.4 Identité de la société consolidant Worldline

La société Worldline SA est consolidée dans le groupe Atos par intégration globale.

Note 1 Immobilisations incorporelles**Tableau de variation des immobilisations incorporelles**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2016	Augmentations	Diminutions	31 décembre 2017
Logiciels	20 621	2 798		23 419
Concessions et droits similaires	1 034			1 034
Fonds commercial	1 587			1 587
Immobilisations incorporelles brutes	23 242	2 798	0	26 040
Logiciels	-17 269	-2 193		-19 462
Concessions et droits similaires	-1 034			-1 034
Fonds commercial	-722			-722
Total amortissements et dépréciations	-19 026	-2 193	0	-21 219
Logiciels	3 352	605	0	3 957
Concessions et droits similaires	-	0	0	0
Fonds commercial	865	0	0	865
Valeur nette des immobilisations incorporelles	4 216	605	0	4 821

Les fonds de commerce ont essentiellement été constitués à l'issue de la Transmission Universelle de Patrimoine de la société Atos Worldline Financial Markets en 2013 pour une valeur nette de 0,8 million d'euros.

Note 2 Immobilisations corporelles**Tableau de variation des immobilisations corporelles**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2016	Augmentations	Diminutions	31 décembre 2017
Terrains	869			869
Constructions	1 557	143		1 700
Installations, matériels et outillages	78 636	7 399	-585	85 451
Autres immobilisations corporelles	51 890	1 682	-46	53 525
Immobilisations en cours	3 756		-211	3 545
Immobilisations corporelles brutes	136 708	9 224	-842	145 090
Terrains	-61	-3		-65
Constructions	-325	-128		-454
Installations, matériels et outillages	-66 495	-5 391	491	-71 395
Autres immobilisations corporelles	-37 336	-3 172	46	-40 461
Immobilisations en cours	-			-
Total amortissements et dépréciations	-104 218	-8 695	537	-112 375
Terrains	808	-3	0	804
Constructions	1 232	15	0	1 246
Installations, matériels et outillages	12 141	2 008	-94	14 056
Autres immobilisations corporelles	14 553	-1 490	0	13 064
Immobilisations en cours	3 756	0	-211	3 545
Valeur nette des immobilisations corporelles	32 491	530	-305	32 715

Note 3 Immobilisations financières

Tableau de variation des immobilisations financières

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	Augmentations (1)	Diminutions	31 décembre 2017
Participations	637 421	19 642	-807	656 256
Prêts	51		-2	49
Dépôts et cautionnements	16 280	23	-15 010	1 293
Immobilisations financières brutes	653 752	19 665	-15 819	657 597
Participations	-9 101	376		-8 725
Prêts	0			0
Dépôts et cautionnements	0			0
Total amortissements et dépréciations	-9 101	376	0	-8 725
Participations	628 320	20 018	-807	647 531
Prêts	51	0	-2	49
Dépôts et cautionnements	16 280	23	-15 010	1 293
Valeur nette des immobilisations financières	644 651	20 041	-15 819	648 873

(1) L'augmentation des titres de participation correspond principalement à l'acquisition de la société DIAMIS pour 15.4 millions d'euros et l'investissement dans la FinTech Intouch Sénégalaise pour 3.7 millions d'euros.

Tableau de ventilation des prêts et autres immobilisations financières par échéance

(En milliers d'euros)	Valeur brute 31 décembre 2017	Moins d'un an	1 à 5 ans
Prêts	49	49	
Dépôts et cautionnements	1 295		1 294
TOTAL PRETS ET AUTRES IMMOBILIATIONS FINANCIERES	1 343	49	1 294

Tableau des filiales et participations

(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31 décembre 2017	Valeur nette au 31 décembre 2017	% d'intérêt	Résultat net au 31 décembre 2017	Capitaux Propres
A - Filiales (50% ou plus)					
France					
Santeos	4 294	4 294	100%	943	2 620
Worldline Bourgogne	373	373	100%	488	537
Similo SAS	600	600	100%	419	501
Worldline participation 1 SA	2 426	-	100%	-4	18
Diamis (1)	15 367	15 367	100%	988	4 547
Benelux					
Worldline SA (Luxembourg)	33 900	33 900	100%	17 450	110 474
Worldline NV/SA	324 466	324 466	100%	10 654	531 638
Equens SE	254 086	254 086	23,14%	5 927	200 655
Asie					
Worldline (Taiwan)	900	900	100%	337	761
B - Autres (Moins de 50%)					
Buyster	6 299	(0)	25%	575	671
Atos Intégration	620	620	5%	7 625	-41 290
Atos IT Solutions and Services SA (Argentine)	9 211	9 211	24%	-953	1 563
In Touch	3 675	3 675	26,0%	-	-
Autres participations	39	39			
TOTAL PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS	656 256	647 531			

Cf. « Note E.5.4.2 Faits marquants » pour le détail de l'investissement pour DIAMIS

Note 4 Créances clients et comptes rattachés nets

<i>(En milliers d'euros)</i>	Valeur brute au 31 décembre 2017	Dépréciations	Valeur nette au 31 décembre 2017	Valeur nette au 31 décembre 2016
Clients et comptes rattachés	57 632		57 632	74 972
Clients douteux	1 016	-885	131	130
Factures à établir	46 291		46 291	32 907
TOTAL CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	104 939	-885	104 054	108 009

L'échéance de ces créances est à moins d'un an.

Note 5 Créances diverses

<i>(En milliers d'euros)</i>	Valeur au 31 décembre 2017	Valeur au 31 décembre 2016
Fournisseurs débiteurs	1 296	1 395
Personnel	108	125
Sécurité sociale et organismes sociaux	48	49
Etat, impôts et taxes	16 986	15 656
Comptes courants groupe	2 065	2 945
Divers	145	
TOTAL CREANCES DIVERSES	20 648	20 170

L'échéance de ces créances diverses est à moins d'un an.

Produits à recevoir

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Créances clients, factures à établir et comptes rattachés	46 291	32 907
Autres créances	1 296	1 395
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	47 587	34 301

Note 6 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

<i>(En milliers d'euros)</i>	Valeur brute au 31 décembre 2017	Depreciations	Valeur nette au 31 décembre 2017	Valeur nette au 31 décembre 2016
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	252 594
Disponibilités	9 396	0	9 396	0
TOTAL DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	9 396	0	9 396	252 594

A la clôture de l'exercice, Worldline ne détenait aucune action propre dans le cadre du contrat de liquidité souscrit auprès de Rothschild Martin Maurel.

Les valeurs de placement correspondent à des placements à court terme des excédents de trésorerie disponible.

Note 7 Comptes de régularisation à l'actif

(En milliers d'euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prestations de fonctions supports	6 911	14 662
Maintenance	1 304	959
Locations	5 410	3 959
Assurances	2 100	1 989
Autres	7 941	5 183
TOTAL Comptes de régularisation actif	23 666	26 751

Note 8 Capitaux Propres

Capital social

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Nombre d'actions	132 898 963	132 346 996
Valeur nominale (€)	0.68	0.68
Capital social (En milliers d'euros)	90 371	89 996

Durant l'exercice 2017, le nombre d'actions a augmenté de 551 967 actions suite à l'exercice des stock-options par les salariés du groupe Worldline.

Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	Dividendes	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat net 2016	31 décembre 2017
Capital social	89 996			375		90 371
Primes d'émission	248 698			10 519		259 217
Réserve légale	8 316		683			8 999
Report à nouveau	5 657		236 450			242 107
Résultat de l'exercice	237 133		-237 133		-24 392	-24 392
Total capitaux propres	589 800	0	0	10 894	-24 392	576 302

Note 9 Provisions

(En milliers d'euros)	31 décembre 2016	Charges	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	31 décembre 2017
Provision retraite	13 139	2 529	-314	-	0	15 355
Provisions pour risques	854	438	-534	-51	0	706
Pertes à terminaison	2	0	-2	-	0	0
Autres provisions	366	33	-152	0	0	247
TOTAL PROVISIONS	14 362	3 000	-1 002	-51	0	16 308
<i>Dont</i>						
- exploitation		2 616	-1 002	-51		
- financier		384				

Provisions retraite

L'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite sur l'exercice se présente comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	
Provision au 1er janvier 2017	13 102
Coût des services	1 669
Charge d'actualisation	379
Prestations payées	-314
Variation de périmètre	0
Amortissement des écarts actuariels	479
Autres	41
Provision au 31 décembre 2017	15 355

L'évolution des engagements pour indemnités de départ à la retraite sur l'exercice et la réconciliation avec la provision à la clôture se présentent comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	
Engagements au 1er janvier 2017	26 197
Coût des services	1 669
Charge d'actualisation	379
Prestations payées	-314
Ecarts actuariels générés sur l'exercice	157
Variation de périmètre	0
Autres	-516
Engagements au 31 décembre 2017	27 572
Ecarts actuariels non reconnus	-12 217
Provision au 31 décembre 2017	15 355

L'évaluation des engagements est effectuée par individu sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation: 1,5%
- L'évaluation future des salaires: 1,6%
- Taux de rotation estimé :
 - Cadres : Décroissant (à partir de 7,80% à 25 ans) selon l'âge puis nul à partir de 56 ans
 - Non cadres : Décroissant (à partir de 5,46% à 20 ans) selon l'âge puis nul à partir de 56 ans

Note 10 Dettes financières

Tableau de l'endettement net

<i>(En milliers d'euros)</i>		Moins d'un an	1 à 5 ans	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Concours bancaires courants		67 265		67 265	324 686
Autres dettes		417	172	589	686
Comptes courants Groupe créditeurs					
Total Emprunts et dettes		67 682	172	67 854	325 371
Comptes courants Groupe débiteurs		-2 863		-2 863	(991)
Valeurs mobilières de placement	Note 6	0		0	252 594
Disponibilités	Note 6	9 396		9 396	
Solde net		-61 149	-172	-61 321	-73 768

Note 11 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

<i>(En milliers d'euros)</i>	Valeur brute 31 décembre 2017	Valeur brute 31 décembre 2016
Fournisseurs et comptes rattachés	97 064	78 528
Personnel	22 558	22 407
Sécurité sociale et organismes sociaux	24 814	21 630
TVA	15 337	14 918
Groupe et associés	4 927	3 936
Autres dettes	4 006	5 680
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	168 706	147 099

L'échéance de ces dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Charges à payer

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Factures non parvenues	57 730	56 290
Dettes fiscales et sociales	39 079	28 381
Autres dettes	3 178	3 026
TOTAL CHARGES A PAYER	99 987	87 697

Note 12 Produits constatés d'avance

Au 31 décembre 2017, les produits constatés d'avance s'élèvent à 13,3 millions d'euros et correspondent pour l'essentiel aux prestations relatives aux contrats comptabilisés à l'avancement, dont la réalisation est inférieure aux facturations clients.

Note 13 Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
		%		%
Services Commerçants	73 387	21,2%	75 468	17,4%
Traitement de transactions & logiciels de paiement	0	0,0%	109 010	25,1%
Services Financiers	185 948	53,6%	203 331	46,8%
Autres prestations de service groupe	87 397	25,2%	46 970	10,8%
Total chiffres d'affaires par ligne de service	346 732	100%	434 779	100%
France	286 902	82,7%	373 087	85,8%
Etranger	59 830	17,3%	61 692	14,2%
Total chiffres d'affaires par zone géographique	346 732	100%	434 779	100%

Sur l'exercice 2017, le chiffre d'affaires de Worldline est de 346,7 millions d'euros, en diminution de 20,3% comparé à l'année dernière, avec des évolutions sur les 3 Lignes de Services :

- Suite à l'apport des activités à equensWorldline le 30 septembre 2016, l'activité de Services Financiers (auparavant Traitement de transactions & logiciels de paiement) ne génère plus de revenue au sein de Worldline France entraînant une forte décroissance de chiffre d'affaires.
- Mobilité et Services Web Transactionnels est impactée par la fin du contrat Radar (encore présent sur la première moitié de 2016) malgré l'émergence du revenu lié à de nouveaux contrats gagnés en 2017 (SI SAMU, Bracelets électroniques)
- Services Commerçants a été impactée par le départ de certains contrats et une activité négoce importante en 2016.

Note 14 Résultat financier

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dividendes	1 643	1 206
Revenus des créances immobilisés	1 115	876
Autres produits financiers	427	555
Total produits financiers	3 185	2 637
Intérêts sur les dettes financières		
Intérêts sur comptes courants Groupe		
Provision sur titres de participation		
Autres provisions financières	-384	-514
Intérêts sur compte bancaires		
Pertes de change	-75	-39
Autres charges financières	-1 003	-1 323
Total charges financières	-1 462	-1 876
Résultat financier	1 723	761

Les dividendes reçus en 2017 proviennent de deux filiales françaises Worldline Bourgogne et Santeos.
Les autres charges financières comprennent notamment les commissions de non-utilisation de la ligne de crédit de 300 millions d'euros avec Bull International SAS.

Note 15 Résultat exceptionnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prix de cession des immobilisations financières(1)	74	254 517
Reprise de provisions et dépréciations sur immobilisations		5 488
Autres reprises de provisions et dépréciations	439	413
Autres produits exceptionnels	2 376	8 015
Total produits exceptionnels	2 815	268 433
Valeur nette comptable des immobilisations financières (2)	-94	-6 651
Dépréciations et provisions	-121	-124
Autres charges exceptionnelles	-10 782	-17 173
Total charges exceptionnelles	-10 996	-23 948
Résultat exceptionnel	-8 181	244 485

(1) Impact Equens SE en 2016: titres reçus en contrepartie des apports pour 254,5 millions d'euros.

(2) Impact de l'apport des entités Mantis et Arabor à Equens en 2016 pour 6,7 millions d'euros.

Les autres charges exceptionnelles de 2016 comprennent principalement des frais de siège (frais liés à l'acquisition d'Equens SE et au plan de transformation Team) pour 10,7 millions d'euros ainsi que la sortie des immobilisations liées au projet Radar pour 4,7 millions d'euros (sortie compensée par les reprises des amortissements correspondants). Les autres produits exceptionnels correspondent à la refacturation des coûts du plan de transformation Team, des frais d'acquisition d'Equens SE et de primes d'assurances souscrites pour le compte de filiales.

En 2017, les autres charges exceptionnelles incluent principalement des frais de siège relatifs l'acquisition d'Equens SE, au programme Team et pour 3,7 millions d'euros à la mise en place de l'ERP groupe. Les autres produits exceptionnels correspondent principalement à la refacturation de ces frais à diverses filiales du groupe.

Note 16 Impôts sur les bénéfices

Intégration fiscale

Le groupe d'intégration fiscale dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables. Le montant de ces déficits au 31 décembre 2017 s'élève à 55 millions d'euros.

Allègement et accroissement de la dette future d'impôt Worldline imposée séparément

A la clôture de l'exercice, le montant des allègements et accroissements de la dette future d'impôt se ventile ainsi :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Allègements (En base)	Accroissements (En base)
<i>Différences temporaires</i>	16 934	-
TOTAL DIFFERENCES TEMPORAIRES	16 934	-

Les actifs ou passifs différés d'impôt ne figurent pas dans les comptes.

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	Avant IS	IS calculé	Montant net
Résultat courant	(15 565)		(15 565)
Résultat exceptionnel, crédit d'impôt et participation des salariés	(10 974)	2 147	(8 827)
TOTAL IMPOTS	(26 539)	2 147	(24 392)

Au cours de l'exercice, Worldline a enregistré un crédit d'impôt au titre du crédit d'impôt recherche pour un montant de 2,3 millions d'euros, un bonus d'intégration fiscale pour -0,3 million d'euros et des retenues à la source pour 0,5 millions d'euros.

Note 17 Engagements hors bilan

Engagements donnés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Autres garanties	2 900	2 900
TOTAL GARANTIES DONNEES	2 900	2 900

Engagements reçus

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Garanties bancaires	798	498
TOTAL GARANTIES RECUES	798	498

Note 18 Entreprises Liées et entreprises ayant un lien de participation

Compte de résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Charges financières	(745)	(747)
Produits financiers	1 878	1 566
Charges exceptionnelles	(4 083)	(9 306)
Produits exceptionnels	2 303	262 531
TOTAL	(647)	254 044

Actif

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Clients et comptes rattachés	49 749	52 144
Comptes courants groupe	2 065	2 945
Autres actifs	852	540
TOTAL	52 666	55 629

Passif

<i>(En milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 082	33 959
Comptes courants groupe	4 927	3 936
Autres passifs	251	
TOTAL	47 260	37 895

Au cours de l'exercice 2017, aucune transaction visée à l'article R.123-198 11 du Code du Commerce n'est intervenue avec des parties liées, les transactions avec ces dernières étant conclues à des conditions normales de marché.

Note 19 Autres informations

Effectifs moyens par catégorie

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Ingénieurs et cadres	1 896	2 376
Techniciens, agents de maîtrise et employés	387	365
TOTAL	2 283	2 741

Rémunération des dirigeants

En 2017, les coûts des principaux dirigeants de Worldline sont :

- ceux du Directeur Général conformément à la convention conclue avec Atos relative à l'engagement et la rémunération de ce dernier ; et
- celui du Directeur Général Adjoint dans sa totalité.

Aucun coût n'a été pris en compte pour la rémunération du Président du Conseil d'administration.

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures, perçues par les membres de la direction (Directeur général et Directeur général adjoint), s'élève à 2,2 millions d'euros.

Le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs s'élève à 0,1 million d'euros.

Note 20 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture